

Incivilités et violences
à l'égard

**des travailleur·ses
du sexe/prostitué·es trans***
dans le quartier Yser



Étude des expériences des femmes trans*
dans le cadre de la prostitution de rue à Yser

Incivilités et violences
à l'égard
des travailleur·ses
du sexe/**prostitué·es trans***
dans le quartier Yser

Étude des expériences des femmes trans*
dans le cadre de la prostitution de rue à Yser

L'asbl Alias travaille depuis 2009 auprès des hommes HSH (Hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes) et des personnes trans* actifs dans la prostitution – le travail du sexe en Région de Bruxelles Capitale. Alias développe des stratégies de promotion de la santé, de prévention /réduction des risques et d'inclusion sociale à travers plusieurs projets participatifs une offre de services psychomédico-sociaux : du travail de rue en ville et des permanences internet sur des sites d'escorting, des permanences médicales (dépistages IST/VIH, vaccins, PrEP), des permanences d'accueil, des activités collectives et communautaires, un suivi individuel. L'offre d'Alias est intégralement anonyme et gratuite. Notre objectif est de répondre aux besoins et d'accompagner les demandes du public. Nous proposons aussi une expertise sur la prostitution HSH et des personnes trans* auprès de nos partenaires.



I. INTRODUCTION	10
1. Objet de la recherche	10
2. Terminologie	10
3. Méthodologie	13
3.1 Structure et outils de la recherche	13
3.2 Limites	13
II. CONTEXTE DU QUARTIER	14
1. Le quartier Yser et son évolution récente	15
2. Aperçus d'autres publics et acteurs du quartier	17
3. Évolution autour et à l'encontre de la prostitution	23
III. ENTRETIENS AVEC LE GROUPE CIBLE	26
1. Données socio-démographiques	27
2. Violences préalables	29
3. Expériences des violences et incivilités	29
3.1 Perception du quartier en dehors du travail	29
3.2 Évolution dans le temps	31
3.3 Lieux	33
3.4 Formes et acteurs d'incivilités et de violences	39
3.5 Réaction face aux incivilités et/ou violences	60
3.6 Différenciation à l'intérieur du public cible	67
IV. REVENDICATIONS, CONSTATS ET CONCLUSION	70
1. Revendications du public cible	71
2. Constats	75
3. Pistes et conclusion	79
BIBLIOGRAPHIE	83

Glossaire

Cisgenre	Cisgenre qualifie une personne dont l'identité de genre (et par extension l'expression de genre) est relativement en adéquation avec le rôle social attendu en fonction du genre assigné à la naissance ¹ .
Homophobie	Rejet de l'homosexualité, hostilité systématique à l'égard des homosexuels ² .
LGBTQI+	Lesbienne, Gay, Bisexuel·le, Transgenre*, Queer, Intersexe et tous les autres.
Mégenrage	Le mégenrage désigne l'action, volontaire ou accidentelle, de désigner une personne par un genre qui ne correspond pas à son identité de genre.
Passing	Fait de « passer » ou d'être perçu·e, aux yeux des autres, en tant que membre d'un genre dans lequel on n'a pas été élevé depuis sa naissance ³ .
TDS	Abréviation utilisée pour désigner un·e/les travailleur·ses du sexe.
Trans*	Les personnes transgenres* ont une identité de genre différente de celle qu'on leur a assignée à la naissance. Cette identité peut être homme ou femme, ou bien sortir de la binarité socialement imposée. Le terme trans* est écrit avec un astérisque, car cela permet de marquer l'inclusivité concernant toutes les identités et expressions de genres ⁴ .

1 Définition par Genres pluriels, consulté en avril 2021. (http://www.genrespluriels.be/IMG/pdf/terminologies_-_brochure_genres_pluriels.pdf)

2 Définition Larousse, consulté en avril 2021. (<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/homophobie/40296>)

3 Définition par l'Association Nationale Transgenre, France, consulté en mai 2021. (<https://ant-france.eu/index.php/ressources/glossaire/>)

4 Définition par Genres pluriels, consulté en avril 2021. (<https://www.genrespluriels.be/Trans-genre-non-binaire-a-bi-polygenre-gender-queer>)

Structure du rapport

Le rapport se décompose en quatre parties : I. l'introduction, II. le contexte du quartier, III. les entretiens avec le groupe cible et finalement IV. les revendications, constats et conclusions. L'introduction et le contexte du quartier posent le cadre de la recherche, tandis que les entretiens avec le groupe cible permettent d'appréhender les expériences d'incivilités et violences vécues par les travailleur·ses du sexe/prostitué·es trans* participantes. Cette troisième partie constitue la partie centrale du rapport et vise à mettre en avant la parole des travailleur·ses du sexe/prostitué·es trans*. Enfin, les revendications des travailleur·ses du sexe/prostitué·es trans* sont présentées, ainsi que des constats et conclusions formulés sur base des observations de la recherche.



Quand tu es chez toi, tu te prépares, tu prends une douche, tu te maquilles bien. Tu te sens un peu contente, on ne dirait pas contente mais... contente et pas contente. Mais quand tu sors dans la rue, tu ne te sens plus à l'aise. Les personnes te regardent comme une poubelle. Même si tu es très belle. C'est un côté de ta vie privée à Yser. Ils te demandent sans te regarder, ils sont là juste pour te baiser. Quand ils sont chauds ils te regardent comme une star, comme une princesse. Mais après quand ils ont fini, ils te regardent et disent, « Ah désolé, moi jamais je fais ça. » Et après, est-ce que c'est moi qui t'ai obligé ? Ce n'est pas moi.

Il y a des problèmes chaque jour. Hier on était à 21h30 dehors dans la rue, dans un coin. Et après il y a des gens qui traînent dans la rue, et tout. Ils boivent et font des bagarres. Moi je ne bois pas quand je vais travailler là-bas, c'est trop risqué. Et après il y a un habitant qui dit « Vous dégagez d'ici ! Dégage ! Dégage ! ». Mais depuis longtemps tu sais que c'est un quartier pour les putes, les trans*, tu sais que ce n'est pas un quartier calme. Nous on ne fait pas de bagarres là-bas. Nous on reste comme ça (immobile) là-bas, on attend les clients, on drague les clients on dit, « Salut, Bonsoir, ça va ? », c'est tout. Mais les gens qui font des bagarres, ce n'est pas nous. Et après les voisins, ils nous attaquent nous. Ils prennent de l'eau chaude et s'attaquent à nous avec. On était à trois là-bas. Et à côté de nous il y a trois jeunes qui font des conneries. Mais le monsieur dit à nous de dégager. Mais quand le monsieur dit « Cassez-vous ! » on doit aller où ?

Je ne reçois rien de l'État. Alors je fais quoi ? Je vais à la rue ? Même dans la rue personne ne me regarde, personne ne me donne un euro. Et après, les trois jeunes là disent « Ah les PD ! » Et puis quand ils sont seuls ils draguent et disent « Salut, ça va ? ». Mais j'ai peur que ce soient des voleurs. Et puis quand il est avec des amis il leur dit, « Non, ne parles pas avec eux. Ils sont des PD ! Eeh PD ! ». Du coup on fait un tour (pour les éviter) et quand on revient l'habitant jette de nouveau de l'eau sur nous, mais aussi sur les jeunes. Alors les jeunes ils ont pris des bouteilles et les ont jetées contre la fenêtre. Et après nous on est dégagé par la police.

La police arrive, et on se demande pourquoi nous on est interdits. Je comprends que c'est compliqué, mais on n'a pas de choix non plus. Je ne peux pas retourner chez moi, c'est dangereux (...) Et alors je fais quoi pour chercher à manger et à dormir ? C'est la seule solution¹.

1 Dans la retranscription, la parole originale des interlocuteurs est largement conservée à l'exception d'adaptations ponctuelles visant des fautes d'accord et de grammaire afin de faciliter la lecture. En ce qui concerne les accords de genre des personnes interviewées, ceux-ci sont conservés tels qu'ils étaient audibles. Les entretiens effectués en langue étrangère ont été traduits en français.

I. Introduction

1. Objet de la recherche

Parmi les profils divers des travailleur·ses du sexe (TDS)/ prostitué·es, cette étude vise en premier lieu les travailleur·ses du sexe/prostitué·es trans* exerçant la prostitution de rue à Bruxelles-Ville. En conséquence, l'étude met le focus sur le quartier Yser ; qui est par ailleurs associé à une série de conflits que certains acteurs lient (entre autres) à la prostitution. Cependant, les témoignages sur les nuisances liées aux incivilités et violences dans le quartier sont rarement livrés par les TDS eux-mêmes et n'offrent donc qu'une image partielle de ces conflits.

Dans ce contexte, la recherche vise à rendre compte des incivilités et violences observées, voire vécues, par les TDS. L'accent sera mis particulièrement sur des violences qui se déroulent à l'échelle du quartier et de ses espaces publics. Pour cela et pour établir une base empirique à ce sujet, des témoignages ont été récoltés auprès de ceux·elles-ci. Deuxièmement, la recherche poursuit l'objectif de nuancer les débats actuels à travers ces témoignages, mais aussi de mieux appréhender la vulnérabilité du groupe cible. Ceci implique donc également de distinguer les vulnérabilités multiples selon qu'elles soient liées à la prostitution, l'identité trans*, le parcours migratoire ainsi que les différentes incivilités et/ou violences. Finalement, la recherche veut mettre en lumière les revendications et demandes du public cible à ce sujet et formuler des pistes qui puissent tenir compte de leur condition.

2. Terminologie

Incivilités et violences

Le terme *incivilité*, caractérisé comme « des formes légères de troubles à la tranquillité, à la sécurité, à la salubrité et à la propreté publique »⁵, regroupe une série de phénomènes qui relèvent de champs différents, plus particulièrement de la perception d'(in)sécurité, de la salubrité et des nuisances. Autrement dit, les incivilités couvrent une gamme de nuisances sociales très variées incluant des nuisances auditives, visuelles et olfactives qui se déploient dans l'espace public et qui induisent un sentiment de gêne ou désagrément. A la notion d'incivilité sont souvent liés des concepts tels que la doctrine de la tolérance zéro ou la théorie de la vitre brisée⁶. Une théorie qui est d'ailleurs contestée, voire réfutée dans la littérature plus récente, en raison des corrélations qui y sont parfois présentées comme des causalités, des biais que cela induit et de la spirale négative que cela peut entraîner⁷. Souvent associé à l'incivilité, le sentiment d'insécurité est en revanche une construction subjective et le lien avec une sécurité objective peut fortement varier, voire être absent. Alors que le monitoring et le déploiement de dispositifs liés aux incivilités se multiplient⁸, une lecture nuancée des phénomènes qui y sont associés s'impose.

5 Circulaire explicative de la nouvelle réglementation des sanctions administratives communales du 22.07.2014, OBPS (2015)

6 Vulbeau, A. (2013). Rupture et incivilités à l'âge sécuritaire. *Connexions*, p. 19-28

7 Gau, J. M., Pratt, T. C. (2010). Revisiting Broken Windows Theory: Examining the Sources of the Discriminant Validity of Perceived Disorder and Crime. *Journal of Criminal Justice*.

8 Mincke, C., Smeets, S. & Enhus, E. (2009) La sécurité à Bruxelles, *Brussels Studies*, Notes de synthèse ; De Keersmaecker, P. & Debailleul, C. (2016) Répartition géographique de la vidéosurveillance dans les lieux publics de la Région de Bruxelles-Capitale, *Brussels Studies*, Collection générale, n° 104

Il n'y a pas de distinction claire entre ce qui peut être considéré comme une incivilité, et ce qui relève de la violence : ces deux notions varient selon les interprétations. Des chevauchements existent, par exemple quand une « incivilité » regroupe une série de phénomènes différents dont les « violences verbales » comme les insultes, menaces ou le harcèlement moral⁹.

Dans le cadre de cette recherche, la distinction sera faite entre des actes dirigés de manière intentionnée envers une personne ou un groupe de personnes et des actes de nuisance qui ne visent pas une personne spécifique. Ces actes à l'encontre d'une personne ou d'un groupe de personnes seront considérés comme des violences tandis que des actes diffus ne visant pas un autre être humain seront considérés comme des incivilités.

Quant à la notion de violence, celle-ci englobera tant des formes physiques et directes que des formes plus abs-traites et complexes. Ici, la violence sera adressée comme désignant les actions, processus et contextes sociaux dans lesquels ou par lesquels des personnes sont influencées ou endommagées et qui affectent l'intégrité physique et / ou morale. Par cette approche, la recherche vise à tenir compte des différentes facettes telles que la violence structurelle, symbolique, économique, physique, verbale, psychique, (...) que le public cible a vécu.

Terminologies : travail du sexe / prostitution et identités de genre

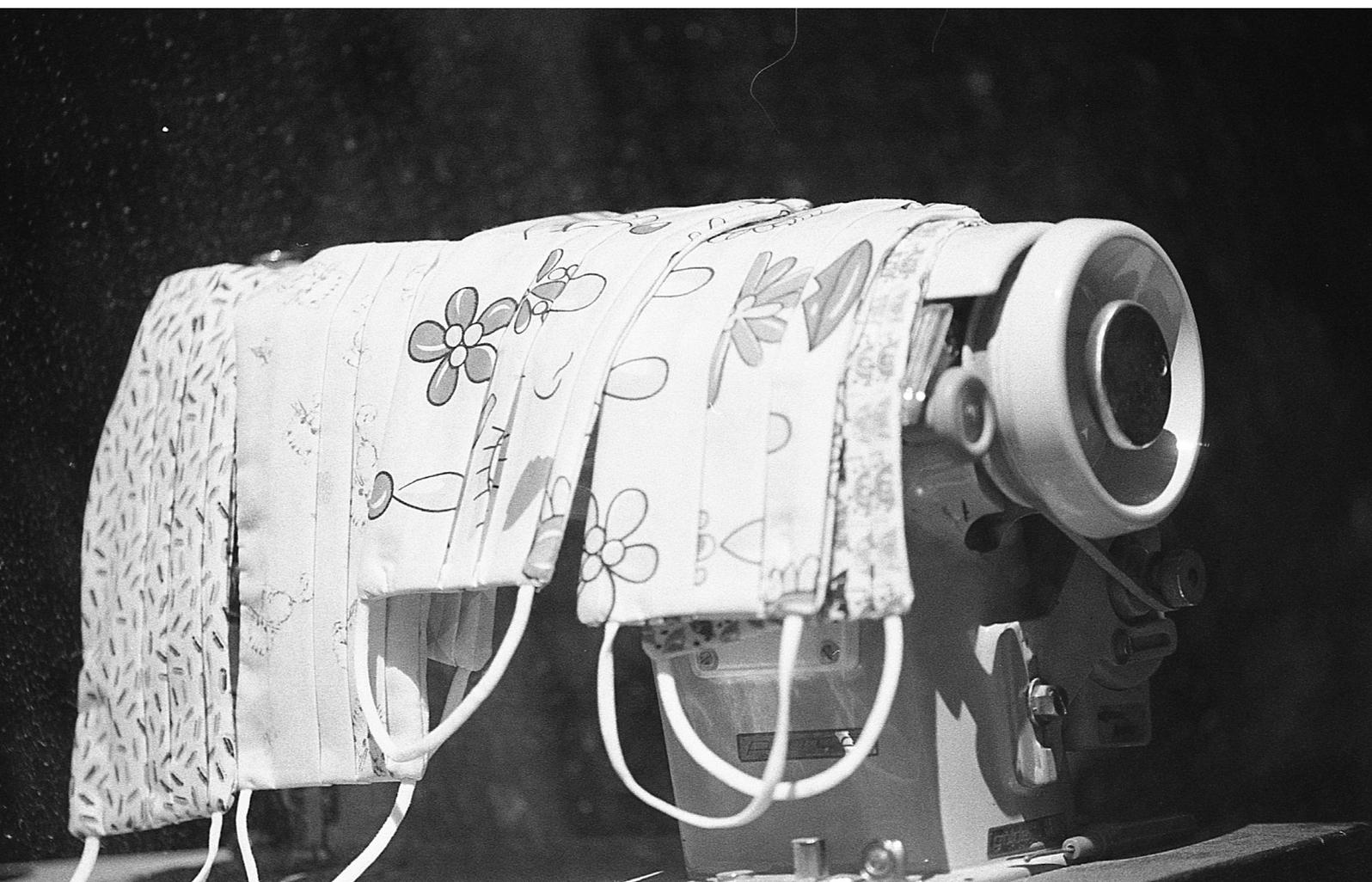
Alors que la dénomination utilisée par Alias et qui correspond à la diversité des situations du public cible est *travailleur·ses du sexe/prostitué·es trans**, cette étude opte pour employer une version raccourcie (TDS trans*) afin de permettre une meilleure lisibilité.

En ce qui concerne le genre, l'emploi du féminin sera favorisé suivant les réponses du public cible lors des entretiens qui se considère généralement comme féminin. (Cf. III.1.)

Quartier Alhambra, Quartier Yser ou Quartier Chicago

Ni le Quartier Alhambra, ni le Quartier Yser ou Chicago ne se basent sur des quartiers administrativement existants, mais sont le reflet de dénominations populaires. Le Quartier Chicago se situe légèrement plus à l'ouest que le Quartier Yser, qui s'étend, lui, de la place du même nom jusqu'aux alentours de la Porte d'Anvers. Considérant que le Quartier Yser était la dénomination la plus communément utilisée, tant par les différents acteurs que par le public cible durant la recherche, celle-ci prévaudra dans le rapport.

9 BPS-BPV (Bruxelles Prévention & Sécurité) (2019) Résultats de l'enquête régionale de sécurité 2018 – Sentiment d'insécurité et victimation vécus par les résidents, navetteurs et touristes en Région de Bruxelles-Capitale, Cahier 2, Bruxelles



3. Methodologie

3.1. Structure et outils de la recherche

Vu sous l'angle spatial, le terrain de recherche s'étend sur les rues reprises dans l'article premier du règlement communal de 2017¹⁰ ainsi que le Boulevard Albert II.

Méthodologiquement, le travail de recherche se base tant sur la littérature existante (articles scientifiques, sites internet, règlements en vigueur...) que sur un travail empirique. Etant donné que les recherches explorant la thématique à Bruxelles du point de vue des TDS trans* restent limitées, la recherche empirique prend un rôle prépondérant. Plus particulièrement, le travail empirique se décompose en :

- **Observation de terrain** : au total, 26 moments d'observation ont eu lieu entre juillet 2020 et janvier 2021. L'observation s'est déroulée tant à travers l'insertion dans le travail de rue d'Alias (17 moments) comme à travers l'observation de terrain en journée (9 moments)¹¹.
- **Entretiens de contexte** : en ce qui concerne des acteurs en lien avec le quartier ou le sujet, plus de dix organisations ont été contactées¹². De plus, un nombre restreint d'habitant-es ont également participé pour partager leurs impressions. Au total, 13 interviews de contextualisation ont eu lieu.
- **Entretiens avec le public cible** : 17 interviews ont été effectuées auprès du public cible. Ces témoignages récoltés forment la partie centrale de cette recherche (cf. partie III).

Au vu de la connaissance du public cible, l'asbl Alias joue un rôle essentiel d'intermédiaire par leur lien avec les TDS et avec d'autres acteurs. A travers le travail de rue, l'asbl a inclus la chercheuse de manière régulière sur le terrain, ce qui a permis d'observer les dynamiques du quartier et de rencontrer les personnes qui y proposent des prestations sexuelles. L'asbl a informé ces personnes de la recherche en cours lors du travail de rue et/ou des permanences. Elle a contacté des membres de son public susceptibles de vouloir participer à la recherche et mis en place les entretiens le cas échéant. De plus, l'asbl indiquait et/ou facilitait la rencontre d'autres acteurs clés en lien avec le public cible.

3.2. Limites

Plusieurs limites sont à noter :

1. Pendant toute la durée de la recherche, des mesures liées à la Covid-19 étaient d'application¹³. Ces mesures sanitaires ont eu directement un impact sur le travail des TDS¹⁴ et par conséquent, sur les observations faites pour la recherche elle-même, ainsi que sur conditions d'observation de terrain
2. La recherche s'est construite auprès d'un public confronté à de multiples vulnérabilités (discriminations fondées sur le stigmate qui entoure la prostitution, le parcours migratoire, l'identité de genre...) et traite, en outre, de sujets et d'expériences personnelles sensibles (humiliation, attaques physiques, abus de pouvoir...). Elle se limite donc à ce qui peut être partagé par les participantes, et dont la divulgation dans le présent rapport ne les expose pas. Par conséquent, l'information obtenue a été triée pour préserver l'anonymat des participantes.
3. Une limite tient à l'objectif même de la recherche, d'aborder les incivilités et violences à l'égard des TDS. Pour cette raison, la parole des acteurs exerçant des pressions sur les TDS n'est pas incluse. Cette recherche ne reflète donc pas la totalité des opinions présentes sur le territoire, mais vise à nuancer les débats existants en différenciant les problématiques auxquelles les TDS font face.
4. Toutes les participantes ont été informées préalablement du sujet de la recherche. Un biais de confirmation inhérent doit être considéré, comme d'ailleurs dans toute recherche qui interroge des violences et problématiques vécues. Par la nature même de la thématique, des expériences positives sont moins visibles dans ce rapport. De plus, il va de soi que des perceptions telles que la peur ou l'insécurité sont subjectives et personnelles. Toutefois, la précision des récits récoltés au sujet des expériences vécues permet de dépasser le champ des perceptions et subjectivités.

10 Ville de Bruxelles, S.J. J. 35.026/G/SM - Règlement de lutte contre les nuisances dans le quartier Alhambra et ses alentours, Arrêté – Conseil du 08/05/2017

11 Ces observations ne seront pas retracées dans le rapport, mais forment une base de compréhension et connaissance du terrain.

12 BRAVVO-Services des gardiens de la paix, Espace P asbl, Manager de la tranquillité publique de Bruxelles-Ville, Res Publica avocats, le médecin d'Alias asbl, SIAMU, Aimer Jeunes, Tropicana asbl, trois habitant-es résidant dans des zones centrales de racolage à Yser, Transit asbl, Promo Jeunes asbl, Police des Mœurs, Diogenes asbl, Médibus, Dune asbl

13 Parmi ces mesures, on note entre autres : l'interdiction du travail de sexe du 13 mars au 08 juin 2020 et du 26 octobre au 09 juin 2021, l'arrêt visant l'interdiction du travail de sexe du 28 septembre 2020 et la suspension de l'interdiction par le Conseil d'État le 09 octobre 2020, le couvre-feu de 24h-5h pour la période du 19 au 26 octobre 2020, le couvre-feu de 22h-6h pour la période du 26 octobre 2020 au 07 mai 2021, (...)

14 Kirchhoffer, A. (2020) Quand la crise sanitaire devient sociale : la situation des travailleu.r.se.s du sexe, Pauvreté n° 28, Le Forum

II. Contexte du quartier



Il s'agit d'une zone résiduelle où, de siècle en siècle, on reléguait des activités polluantes, on enfermait des vagabonds et des aliénés, on fabriquait des carrosses et puis du gaz ... bref, où on faisait tout ce qui n'embellit pas nécessairement les chroniques historiques. (...)

Aujourd'hui le retour d'un public jeune et mieux nanti donne une nouvelle impulsion au quartier. Régulièrement, ses nouveaux arrivants se plaignent de la vie nocturne qui y fleurit. Mais il faudrait nuancer. Il y a un demi-siècle, mes parents tenaient une boucherie rue de Laeken et j'arpentais le quartier en vélo pour fournir nos clients à domicile. Parmi eux se trouvaient des dames installées en vitrine et habillées d'une façon plutôt sommaire. Certaines étaient d'un âge et d'un volume bien différent de ce qu'on peut apercevoir dans la prostitution de rue aujourd'hui. Nous appelions les bars de la rue de l'Épargne les « bars des Katangais ». Et quand mes parents faisaient une virée nocturne pour saluer leurs bons clients qui exploitaient les cafés, bars et restaurants du quartier, leur sommeil était court et leur réveil pénible. La vie nocturne dans le quartier, ce n'est pas un phénomène récent. Le problème est plutôt qu'elle a pris un caractère bien différent depuis cinquante ans.

- R. Jacobs¹⁵

15 Jacobs, R. (2017) La grandeur de la petite histoire du côté de la Rue de Laeken, Cahiers Bruxellois – Brusselse Cahiers, vol. xlix, no. 1, 2017, pp. 257-278.

1. Le quartier Yser et son évolution récente

Le quartier est en train de changer, les nouveaux trucs qui se construisent, tu peux faire cette conversation avec tout le monde : avec les gens qui nettoient les rues, les TDS, les habitants, les jeunes... (...)

Quand je suis cynique, je me dis la ville veut juste repousser toutes les drogues, les TDS et gentrifier le quartier, « améliorer ». Le public a changé, la présence et le comportement de la police a changé, le visage du quartier a changé. (...) Beaucoup de nouveaux projets. Il y a le canal d'un côté, le quartier nord de l'autre, le centre-ville, ... Quand tu vois quels acteurs sont en train d'acheter les bâtiments, c'est tous les grands acteurs avec des grands portefeuilles qui voient une opportunité financière. (...)

Il y a de moins en moins de gens qui habitent vraiment dans le quartier. Plutôt des étudiants, des airBnB, des business flats, des lofts, des expats, des gens qui viennent pour travailler ici une année. Ça fait qu'il y a moins de communauté. Il y a moins de solutions structurelles, de travail pour créer un lien entre les différents groupes. Il y a moins de gens qui veulent s'investir, ça devient de plus en plus cher. Quand tu parles aux jeunes de Chicago, leurs parents ont vécu ici, eux aussi. Mais eux, ils savent qu'ils ne vont pas pouvoir rester ici (parce que les logements sont trop chers). Pour le long terme, ça veut dire quoi pour le quartier ?

- Tropicana asbl

La tension est très grande depuis plusieurs années. Pour plusieurs raisons. Il y a des habitants qui sont venus dans des appartements modernes qui ont été construits récemment. Et la tension a commencé avec ça. Parce qu'il y a eu des investissements, il y a déjà des habitants qui sont venus habiter dans le quartier. Dans un quartier qui était déjà destiné à la prostitution, mais où ils ont eu, je pense, l'occasion d'avoir des appartements à des prix corrects. Et puis comme toujours, il se rendent compte qu'il y a un problème et que le problème devient difficile à supporter. (...) Des tensions existent plutôt à cause du changement de l'aspect du quartier et des investissements qui ont été faits (...). C'est un quartier qui était vraiment délabré jusque dans les années 90 en fait. Et depuis lors, il y a des nouvelles constructions et des rénovations comme le théâtre flamand (...) et le bâtiment qui appartient au CPAS de Bruxelles au-dessus du Flamingo qui ont également été totalement rénovés. Mais à côté de ça, il y a des sociétés qui ont disparu et dont le terrain a été utilisé pour construire des appartements. Donc maintenant il y a beaucoup plus d'habitants aussi dans le quartier par rapport à il y a 30 ou 20 ans.

- Police des Mœurs

Regardant l'évolution au fil des dernières années, le quartier Yser éprouve une série de transformations¹⁶ qui se reflètent tant dans le bâti que dans la population résidant dans le quartier¹⁷. Permettant autrefois à des ménages aux revenus modestes de se loger dans le centre-ville pour un prix modique, bien que dans un cadre délabré, les logements s'adressent aujourd'hui à une clientèle jeune, disposant d'un budget plus élevé et d'une taille de ménage plus restreinte. Ces nouvelles résident·es apportent de nouvelles ambitions pour le quartier, où les activités liées à la prostitution et certains ménages ayant des revenus restreints ont de moins en moins leur place. Au niveau des commerces, l'émergence de petits et grands bistrotts plus branchés, des galeries et lieux de culture, apportent les nouveaux divertissements nécessaires aux nouvelles populations. Ceci va de pair avec le recul d'autres lieux : d'anciens lots industriels¹⁸, la salle Nepomuc, des cafés accessibles à un public divers incluant les personnes concernées par la prostitution dans le quartier, mais aussi la fermeture de deux hôtels de passe, qui ont cessé leurs activités après la surtaxation des hôtels du quartier. Des constructions récentes comme le «I love citylife theatre» composé majoritairement de studios et chambres pour étudiant·es¹⁹, ainsi que les travaux en cours comme à la Porte d'Anvers continuent à illustrer les changements actuels.

16 Pour plus d'informations sur l'évolution du quartier, voir aussi : Vandencandelaere, H. (2020) Le dernier tabou - enquête sur le travail du sexe en Belgique, 180 Éditions et Jacobs, R. (2017) La grandeur de la petite histoire du côté de la Rue de Laeken, Cahiers Bruxellois – Brusselse Cahiers, vol. xlix, no. 1, 2017, pp. 257-278.

17 Monitoring des quartiers, comparaison de l'évolution des statistiques concernant population, nationalité, les bilans migratoires et les revenus (<http://monitoringdesquartiers.brussels>)

18 Perspective.Brussels (2020) Permis d'urbanisme 2018 et 2019 : chiffres, tendances et localisation mise en œuvre du PRAS, 2020

19 <https://www.ilovelife.be/fr/project/i-love-citylife-theatre>, http://www.comiteal-hambra.be/i_love_life.htm, <https://www.xior.be/en/room/462/kvs-ii>, consulté en mai 2021

2. Aperçus d'autres publics et acteurs du quartier

2.1. Habitants et acteurs locaux

Les habitant·es et les différents acteurs d'Yser n'ont pas toutes et tous le même regard sur le quartier. On retrouve parmi elles et eux une majorité silencieuse qui ne se positionne ni pour, ni contre la prostitution et entretient des relations bienveillantes tant avec le comité Alhambra qu'avec les personnes qui pratiquent la prostitution²⁰. Dans ce contexte, plusieurs acteurs locaux prônent une philosophie d'accueil envers tous·tes les habitant·es du quartier. Le Tropicana par exemple, ouvre son espace à quiconque souhaitant le visiter : des activités telles qu'un marché de seconde main, des événements d'été en plein air, ont rassemblé un public divers incluant tant les membres du comité Alhambra que des travailleuses du sexe, et témoignent d'une cohabitation passive et paisible.

En parallèle, quelques initiatives incluent délibérément les TDS (par exemple des journées de sensibilisation d'Aimer Jeunes ou des coproductions artistiques avec le KVS, une collaboration avec l'asbl Tropicana dans le cadre de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux TDS). Ces initiatives visent souvent à instaurer un dialogue sur la prostitution, à sensibiliser autour des thématiques qui en découlent ou à intégrer les TDS aux activités du quartier, au-delà du travail du sexe²¹.

Pendant les rencontres d'acteurs locaux, un équilibre fragile, dont les associations du quartier doivent tenir compte dans leur programmation, a été évoqué. Les acteurs et associations témoignent d'une difficulté à établir des espaces de dialogue qui visent ou incluent le sujet de la prostitution sans que cela ne dérange le comité Alhambra (voir section suivante II.2.2). Le silence, voire le tabou, qui se développe de cette manière entrave une remédiation que certains acteurs locaux aimeraient soutenir.

En même temps, une déstabilisation du quartier a été rapportée, accentuée par la situation sanitaire en temps de Covid. L'intense présence policière est questionnée : pour la plupart, il manque une grille de lecture pour comprendre sa présence exorbitante²². Il est question, aussi, de la prise en charge des TDS : à quel point travaillent-elles de leur propre gré, à quel point y sont-elles contraintes ? Voir les TDS dans une situation qui ne leur est pas favorable²³ soulève du flou, de l'inquiétude, et des interrogations autour des réponses proposées et de l'utilité de certaines politiques publiques²⁴.

Je pense que ce n'est pas clair pour beaucoup de gens, c'est quoi les structures, les filles, comment ça marche, la criminalité organisée, les cafés, les hôtels. Ce n'est pas très clair pour les gens qui ne se sentent pas impliqués d'un côté ou d'un autre. C'est quoi les règles, c'est quoi les politiques de la ville, c'est quoi les différentes polices, la police des mœurs, la police en civile, la police régulière. Il y a beaucoup de policiers, c'est un peu fou. Ils font quoi, pourquoi ils sont là ? C'est la question que les gens ont ici. Ce n'est pas très clair ce qui se passe. Il y a beaucoup de questions. – Tropicana asbl

La question de la prostitution qui est assez importante, mais en même temps il y a aussi pleins d'événements ou il y a la police qui débarque on ne sait pas si c'est lié à ça. Tout le monde est au balcon, on regarde les 15 policiers qui débarquent, et on ne sait jamais ce qui se passe vraiment. Ça arrive assez régulièrement, presque toutes les unes à deux semaines avec les pompiers et policiers. Ça crée un climat particulier, avec cette mobilisation policière. Et parfois ça n'a rien à voir, c'était juste un feu ou des gens bourrés. – Habitant·e du quartier

20 Interview Aimer Jeunes, Interview Tropicana asbl, Interview habitant·e du quartier

Exemples: une TDS qui met en contact des personnes intéressés par les activités du Tropicana avec les coordinateurs du local, une TDS qui aide par sa surveillance la nuit à la sécurité d'un bar quand il est fermé, une TDS qui raconte les nouvelles du quartier à Aimer Jeunes, la restauration locale qui distribue parfois des pains aux TDS en fin de journée, des habitant·es qui saluent les TDS, des habitant·es encouragés par des TDS quand il·elles vont courir, ...

21 Interview Aimer Jeunes, Interview Espace P, Interview Tropicana asbl

22 Interview habitant·e du quartier, Interview Tropicana asbl, interview Aimer Jeunes.

23 Interview habitant·e du quartier, Interview Tropicana asbl

24 Interview habitant·e du quartier, Interview Tropicana asbl, interview Aimer Jeunes.



2.2. Initiatives du Comité Alhambra

L'objectif des habitant-es de quartier qui animent le comité Alhambra est clair :

Le Comité Alhambra est né en avril 1999 après qu'un grand nombre d'habitants ait exposé le ras-le-bol des nuisances liées à la prostitution de rue sauvage, au cours d'une réunion organisée par un certain nombre d'habitants. - Comité Alhambra²⁵

Le comité Alhambra articule son discours autour de l'incompatibilité entre la prostitution et la fonction résidentielle du quartier, et la plainte récurrente que les riverain-es y soient exposé-es²⁶. Qualifiée de prostitution « sauvage »²⁷, la documentation établie à ce sujet par le comité sur ses différents canaux de communication classe la prostitution de rue comme « mauvaise prostitution »²⁸. Cette documentation est longue et inclut entre autres une série de fragments audiovisuels qui exposent des TDS pour démontrer les nuisances perçues par le comité. En conséquence, le comité se mobilise autour d'initiatives allant à l'encontre de la prostitution, de diverses actions visant à améliorer la qualité de vie et d'une occupation du territoire de nature à dissuader la prostitution²⁹. Dans la pratique cela se traduit par des nombreuses sollicitations, voire du harcèlement, vis-à-vis des autorités publiques telles que le bourgmestre, les échevin-es, la police ou BRAVVO, pour leur partager leur vision du quartier³⁰. Ainsi, il a été décidé lors d'un moment de participation de ne pas doter le nouveau aménagement de la Porte d'Anvers de bancs, afin d'éviter l'agglomération de publics considérés comme non-désirables.³¹. D'autres efforts se concentrent sur les revendications de fermer l'hôtel 2000 et le studio Europe³².

Pour le comité, le débat ne concerne plus la question de comment remédier à une meilleure entente entre les différents publics. Il en découle une rupture entre les TDS, y compris les associations, et le comité décrite comme un fossé qui ne rend plus le dialogue possible³³. Or, le comité n'a pas vocation à représenter la totalité des habitant-es du quartier. Pourtant, leurs compétences en matière d'expression, leur accès aux concertations publiques et aux autorités compétentes confèrent à leurs actions un impact considérable.

Le comité Alhambra est très actif et donc ils viennent très souvent solliciter le bourgmestre et les services de la ville. Ils essayent d'insuffler une dynamique dans le quartier qui est très intense. Ils proposent toute une série de choses, ils interviennent sur la propreté, ils demandent des choses très concrètes sur l'éclairage, ils vont installer un potager dans les rues, ils sont très attentifs aux aspects HoReCa, occupation de l'espace public par ce public. Il y a clairement un dialogue qui est maintenu avec ce comité parce qu'ils viennent solliciter la ville presque toutes les semaines. - Manager tranquillité publique

25 Site web du Comité Alhambra (<http://www.comitealhambra.be/lecomite.htm>), consulté en mai 2021

26 Interview Manager tranquillité publique

27 Site web Comité Alhambra (http://comitealhambra.be/reglement_prostitution.htm), consulté en mai 2021

28 Mayer, S. (2011). Construction sociale de la « prostitution » et des « prostituées » par les riverains. *Déviance et Société*, 1(1), 35-58

29 Leroij, C., Maes, R. (2016) Études sur les nouvelles formes de prostitution, CFS asbl

30 Interview Manager de tranquillité publique, Interview Police des Mœurs

31 Page facebook Comité Alhambra, Interview Tropicana

32 Page facebook Comité Alhambra

33 Interview Tropicana, Interview Police des Mœurs, Interview Manager de tranquillité publique, Interview Aimer Jeunes.

2.3. Politiques publiques

Suite aux évolutions du quartier et aux revendications du comité Alhambra, une série de mesures ont été prises par les pouvoirs publics. On y distingue quatre outils majeurs : les règlements communaux, la création d'un poste transversal visant la tranquillité publique, la consultation à travers la plateforme PICEP³⁴, et les actions policières.

Les *règlements de lutte contre la prostitution de rue dans le quartier Alhambra* dont le premier remonte à 2012, visent à pénaliser le client et le racolage afin de décourager la prostitution en soi³⁵. C'est ainsi que, depuis des nombreuses années, on préconise au niveau politique un quartier agréable à vivre, confortant l'idée que la prostitution doit en disparaître³⁶. Deux de ces règlements ont malgré tout été cassés par le Conseil d'Etat, pour la dernière fois en octobre 2020, au motif que le règlement communal outrepassait les compétences de la Ville de Bruxelles³⁷.

Comme aucun pouvoir de la Ville de Bruxelles ne peut répondre seul aux conflits entre riverain-es et l'activité de prostitution, un service transversal au sein de BRAVVO / la Ville de Bruxelles a été créé. L'objectif est entre autres, est de promouvoir la tranquillité publique et de prévenir les tensions dans le quartier Yser³⁸.

En mars 2013, la Plateforme intégrée communale d'encadrement des nuisances liées à l'exercice de la prostitution – PICEP – est mise en place par la Ville de Bruxelles. Cette plateforme rassemblait trimestriellement des associations en lien avec les TDS, des services de la ville (urbanisme, HoReCa, prévention), BRAVVO et la police des mœurs.

Trois axes étaient visés par la plateforme : améliorer la qualité de vie, lutter contre la criminalité et le maintien des conditions socio-sanitaires pour les TDS qui travaillent dans le quartier³⁹. Depuis deux ans, ces concertations ont cessé d'avoir lieu car *il n'y a plus d'objet de concertation*⁴⁰. Au cours de la période des réunions PICEP a eu lieu notamment la tentative de déplacer les TDS vers le Boulevard Albert II et l'interdiction des terrasses pour les cafés que l'on soupçonnait de faciliter le racolage et/ou le trafic de drogues.⁴¹

Les services publics restent à l'écoute du comité Alhambra et des réponses politiques et policières leur sont régulièrement fournies. En revanche, le dialogue avec les associations qui accompagnent les personnes concernées par le travail du sexe / la prostitution ne s'est pas développé avec autant de succès, encore moins depuis l'arrêt des concertations de la PICEP.

Bien que le bourgmestre soit responsable *de la tranquillité publique et de la sécurité, pour toutes les personnes qui se trouvent sur son territoire, les personnes qui y travaillent y compris*⁴², on observe que la sécurité n'est pas garantie de la même manière aux différents publics présents à Yser. De même, on observe un écart entre la vision politique, selon laquelle la prostitution ne devrait plus exister dans un futur proche, et la situation actuelle où elle reste d'une réalité palpable.

34 Plateforme intégrée communale d'encadrement des nuisances liées à l'exercice de la prostitution, coordonnée par la manager tranquillité publique au sein de BRAVVO.

35 Interview manager de tranquillité publique

36 Ville de Bruxelles (2020) Point d'agenda 261 : Question concernant les nuisances de la prostitution de rue sauvage et de l'usage de drogue dans le quartier Alhambra par Bianca Debaets au Bourgmestre Philippe Close suite à une lettre ouverte du 18 août 2020

37 Interview Respublica avocats

38 Interview manager tranquillité publique

39 Interview manager de tranquillité publique ; Ville de Bruxelles (2013) Quartier Alhambra : Nouvelle mesure d'encadrement de la prostitution. Communiqué de presse du 27 mars 2014

40 Interview manager de tranquillité publique

41 Interview manager de la tranquillité publique, Interview Espace P, Ville de Bruxelles (2013) Quartier Alhambra : Nouvelle mesure d'encadrement de la prostitution. Communiqué de presse du 27 mars 2014

42 Interview manager tranquillité publique





3. Evolution autour et à l'encontre de la prostitution

3.1. Évolution de la prostitution dans le quartier

La prostitution est loin d'être un phénomène récent dans le quartier⁴³. Ce qui a pourtant changé, ce sont les politiques et les publics, qui évoluent et induisent des dynamiques différentes. Considérés nuisibles au cadre de travail du Quartier Manhattan, les TDS qui fréquentaient ce quartier ou ses limites, ont été repoussées à l'intérieur des rues du quartier Yser. Les TDS cisgenres originaires des pays d'Europe de l'Est et les TDS trans* ont ensuite dû partager les rues résidentielles avec les Belges, qui y étaient déjà présentes. Au sein des TDS trans*, on note également une diversification des origines. Depuis l'arrivée des TDS trans* originaires d'Amérique du Sud, d'autres personnes originaires du Maghreb, du Moyen-Orient, et plus tard des pays d'Europe de l'Est se sont rajoutées⁴⁴. Ces reconfigurations et la diversification des origines mènent parfois à des ententes moins bonnes entre TDS ou avec les riverain-es. De plus, le turnover parmi les TDS cisgenres des pays d'Europe de l'Est est devenu plus important⁴⁵.

3.2. Évènements majeurs

Au-delà des règlements et autres initiatives entamées à l'encontre du travail du sexe dans le quartier, trois évènements majeurs ont eu un impact sur les conditions de travail des TDS.

- En 2015, les attentats à Bruxelles ont entraîné une modification au niveau de la clientèle des TDS.
- Le piétonnier et le déplacement de certains groupes présents dans le centre vers Yser ont mené à une accumulation de publics vulnérables à Yser.
- Dernièrement, la Covid, la demande de distanciation sociale et d'autres mesures de précaution ont encore précisé le cadre de travail des TDS (fermeture des hôtels, l'interdiction d'exercer des métiers de contact...)⁴⁶.

3.3. Mesures spatiales

Quand on s'intéresse, à petite échelle, aux changements spatiaux du quartier, on observe une évolution des dispositifs liés à la propreté publique, et des dispositifs⁴⁷ témoignant d'une inhospitalité dans le quartier. Il est à noter que ce cadre spatial ne s'adresse pas toujours explicitement aux travailleuses du sexe, mais à un public plus large, également tenu responsable des nuisances. Parmi ces dispositifs, on trouve par exemple :

- **Réduction de l'immobilité gratuite** : grilles à des entrées de certains bâtiments, barreaux aux fenêtres du rez-de-chaussée, absence de bancs
- **Adaptation de la circulation** : bornes de béton et rues en cul-de-sac, potelets dans la rue Van Gaver, grille pendant les travaux (Rue des Commerçants⁴⁸), zone 30
- **Surveillance et réglementation** : caméras, zones de surveillance, panneaux réglementaires, suppression des terrasses
- **Expression de l'indésirabilité** : affiches, installations artistiques en réponse aux nuisances
- **Panneaux d'interdiction de la prostitution**
- **Propreté publique** : urinoirs, augmentation du nombre de poubelles

43 Interview Espace P, Interview habitant-e du quartier; Jacobs, R. (2017) La grandeur de la petite histoire du côté de la Rue de Laeken, Cahiers Bruxellois – Brusselse Cahiers, vol. xlix, no. 1, 2017, pp. 257-278.

44 Interview Police des Mœurs, Interview Espace P

45 Interview Espace P

46 Kirchoffer, A. (2020) Quand la crise sanitaire devient sociale : la situation des travailleur.r.se.s du sexe, Pauvèrité n° 28, Le Forum

47 Plusieurs traces sur la demande et l'implantation des divers dispositifs depuis 2004 se trouvent sur le site du comité Alhambra (<http://www.comitealhambra.win3.nucleus.be/>). De plus, la comparaison des images de Google-streetview au fil des années rend compte des divers phénomènes décrits par la suite.

48 Le lieu est reporté comme devenant un coupe-gorge insécurisant pour les TDS et toute autre personne. Seulement des personnes ayant des clés pouvaient passer.

3.4. Précarisation de la prostitution de rue

Pour résumer la situation à Yser, le cadre de travail est défavorable aux TDS. Quelques TDS perçoivent une détérioration des conditions de travail à Yser et migrent vers d'autres formes de prostitution⁴⁹. Cette détérioration se matérialise à travers différents éléments :

- **Ordres de quitter le territoire** : répressions policières épisodiques afin d'expulser les TDS qui ne possèdent pas un titre de séjour légal en Belgique⁵⁰.
- **Augmentation des consommateurs**⁵¹: la présence plus accrue de consommateurs de produits psychoactifs dans les alentours du quartier augmente le sentiment d'insécurité, tant pour les TDS que pour les clients et les habitant-es.
- **Raréfaction de la (bonne) clientèle** : conséquence des répressions, des règlements et des événements cités précédemment, le nombre de clients a diminué et leur profil a changé. Les « bons clients »⁵² sont de plus en plus rares.
- **Baisse des prix et pratiques à risques** : pour convaincre un client avant les autres, certaines TDS proposent des prix plus bas et acceptent des pratiques à risques.
- **Conflits de territoire** : la baisse de la clientèle oblige les TDS trans* à attendre leur clients en moyenne plus longtemps⁵³, cela entraînant une occupation plus longue des espaces publics et potentiellement plus de conflits avec les autres usager-es de l'espace public (riverain-es, autres TDS cisgenres, ...)

*Autant elles pouvaient en vivre
(...) avant, on est maintenant
dans la prostitution de survie.
- Espace P*

*Souvent les gens qui
travaillent là-bas sont plus
vulnérables et subissent
généralement plus de
violences que les autres.
- médecin d'Alias*

Alors que la prostitution de rue est déjà une forme de prostitution où se retrouvent les profils les plus vulnérables, les évolutions du quartier ont rendu leurs conditions d'existence encore plus précaires. Pour les TDS comme pour d'autres habitant-es du quartier, la situation actuelle reflète une tension remarquable. Les risques qui en découlent affectent et exposent les TDS en tout premier lieu⁵⁴.

49 Interview Espace P, Interview Police des Mœurs

De plus, l'ouverture du marché du travail à plusieurs pays de l'Europe de l'Est donne la possibilité à quelques TDS de trouver un autre emploi.

50 Interview habitant.e du quartier, Interview Police des Mœurs, Negroni, C. (2013). Parcours migratoires d'équatoriennes transsexuelles prostituées : la construction d'un autre soi. Migrations Société 1(1), 153-166.

51 Interview Manager de tranquillité publique, Interview Espace P, Interview habitant.e du quartier

52 Interview Espace P, Interview habitant.e du quartier

53 Interview Espace P, Interview habitant.e du quartier, Participantes du public cible

54 Interview médecin d'Alias, interview Espace P

3.5. Prostituées / travailleur-ses du sexe trans*: données existantes

La référence souvent mobilisée pour quantifier la prostitution à Bruxelles est l'estimation de 4.000 à 5.000 personnes, dont environ un tiers de prostitution HSH (Hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes)⁵⁵. Il est important de préciser qu'il s'agit d'une estimation - de 2006 - car ces données sont difficiles à récolter.

Le rapport d'activités d'Alias de 2019⁵⁶ indique que l'asbl a rencontré 72 personnes trans* cette année-là. Ce chiffre englobe tant les TDS trans* travaillant en rue, que les TDS exerçant d'autres formes de prostitution. Dans 46% des cas, le premier lien avec le public trans* est établi via le travail de rue et concerne donc souvent des TDS trans* travaillant en rue. A titre de comparaison, le travail de rue ne constitue le premier lien que pour 23% du public total d'Alias. La même année, Espace P. rapporte avoir rencontré 39 TDS trans*⁵⁷.

Pour cadrer la recherche avec les données existantes spécifiques au public cible à Bruxelles et en lien avec les incivilités et les violences, nous avons consulté un fichier mis à notre disposition par la Police de Bruxelles / Ixelles⁵⁸, reprenant les PV enregistrés dans cette zone de police, ainsi que la fréquence des incidents documentés pour la période de notre recherche (juillet - décembre 2020).

Le nombre de PV à ce sujet est limité pour la période donnée : parmi les PV contenant le mot «prostituée», trois se sont déroulés dans le périmètre de l'étude à Yser en présence d'une TDS⁵⁹. Dans un premier fait, des « coups et/ou blessures volontaires réciproques (bagarre) » sont relatés suite auxquels une TDS est transférée à un hôpital. Le deuxième retrace une dispute entre un riverain associé au comité Alhambra et une TDS. Dans le troisième PV, des TDS font appel à la police pour signaler un incident entre deux personnes dans le quartier.

Mis à part le fait que les TDS trans* portent difficilement plainte⁶⁰, l'enregistrement des faits portant sur des violences impliquant des TDS trans* est difficile pour deux raisons :

Premièrement, les PV ne font pas de distinction entre des personnes cisgenres et des personnes trans*⁶¹. Il n'est donc pas évident de savoir, dans quelle mesure les PV adressent des incidents avec la présence du public cible. Cette difficulté de documenter les violences à l'égard des personnes trans* est d'ailleurs aussi soulignée par Motmans et al.⁶² qui indiquent que le système d'enregistrement ne possède que des précisions pour des actes homophobes ou xénophobes, mais pas pour des actes transphobes. Deuxièmement, le système de données ne possède pas de catégorisation spécifique pour les travailleur-ses du sexe/prostituées.

En conclusion, les faits impliquant des violences avec des TDS trans* sont très peu visibles dans les bases de données.

55 Van den Hazel, R., Lesger, D., Peters, T., Van Oijen, S., Gabiam, K., Kesteloot, C. (2008) Prostitution: Bruxelles en image. Outils de réflexion pour une politique intégrale de la prostitution. Seinpost Adviesbureau, Erasmus Hogeschool Brussel, en collaboration avec KU Leuven, Arnhem/Brussel

56 Alias asbl (2020) Rapport d'activités 2019, Bruxelles

57 Site web Espace P: <https://espacep.be/je-suis-travailleur-social/>, consulté en mai 2021

58 La question d'éventuelles données disponibles a également été introduite auprès du SIAMU et de BRAVVO. Bien que les deux demandes n'aient pas abouti, l'échange avec des représentants des organisations respectives rendait visible que les bases de données respectives ne révèlent pas de manière structurée des informations pertinentes pour la recherche concernant le public cible.

59 Au total, 9 événements distincts sont repris dans le dossier (01.07.-31.12.2020).

60 Interview avec la Police des Mœurs, Réponse de la cellule communication de la zone de police Bruxelles-Ixelles.

61 Le système est divisé en homme / femme / indéterminé. Le terme indéterminé est utilisé quand l'identité de la victime et donc aussi son sexe sont inconnus.

62 Motmans, J., T'Sjoen, G., & Meier, P. (2015). Geweldervaringen van transgender personen in België. Anvers : Steunpunt Gelijkekansenbeleid.

Les entretiens effectués avec le public cible visaient à prendre connaissance de leurs expériences d'incivilités et de violences dans le quartier pendant leur travail. Afin de relayer les perceptions et récits du groupe cible, les entretiens étaient conçus de manière qualitative en utilisant la méthode du *problem-centered interview*. Pour démarrer l'interview une question ouverte était posée, suivie de questions semi-ouvertes définies préalablement à travers un guide d'entretien et se terminant par une série de questions socio-démographiques fermées. De cette manière, les aspects suivants ont été abordés :

- Perception du quartier
- Expériences de violences et incivilités dans le quartier
- Réactions face aux incivilités et violences, soutien
- Recommandations / revendications
- Données socio-démographiques (âge, genre, assurance médicale, sécurité sociale, emploi, logement)

Au total 17 personnes travaillant dans le quartier ont été interviewées, dont 14 dans des entretiens individuels et trois à travers un entretien groupé.

1. Données socio-démographiques

Concernant le groupe cible, le parcours individuel, l'origine, l'âge, le genre, le statut de séjour en Belgique, l'alcoolisme ou non, la maîtrise de la langue et les traits de personnalité propres à chacune font que la manière d'aborder les violences peut fortement varier d'une personne à l'autre. Il faut donc souligner qu'il ne s'agit pas d'un groupe homogène.

Âge

Parmi les personnes interviewées, l'âge moyen était de 42 ans. Bien que ce chiffre ne soit pas représentatif au vu du nombre restreint des participantes, la moyenne d'âge est plus élevée que les moyennes indiquées par des associations de terrain pour des publics TDS - toutes formes et genres confondus - à Bruxelles⁶³.

20 – 29	30 – 39	40 – 49	50 – 59	Non renseigné
3	3	5	4	2

Genre

En ce qui concerne le genre, il faut distinguer la perception externe de l'identité du genre et l'identité de genre personnelle à laquelle les participantes s'identifient. Quand elles partagent leurs récits sur le travail à Yser, la plupart d'entre elles parlent d'elles-mêmes soit comme personne trans, soit comme personne travestie. De ce point de vue, un peu plus de la moitié des interviewées pourrait être associée à un public trans et l'autre partie à un public travesti. Néanmoins, ceci est une considération externe du groupe.

Si on demande aux participantes à quel genre elles veulent être identifiées, la plupart répondait se considérer femme (10 réponses). Trois personnes se définissent femme trans, et deux personnes ont adopté des concepts plus flexibles de leur genre sans le traduire en mots précis.

Femme	Femme trans	Autre	Non renseigné
10	3	2	2

63 Pour l'entièreté de leur public recensé, Espace P indique une moyenne d'âge de 33 ans (2019, <https://espacep.be>, consulté en mai 2021) tandis qu'Alias mentionne que le pic d'âge se situe entre les 25 et 35 ans (source : Alias asbl (2020) Rapport d'activités 2019, Bruxelles).

Assurance médicale et sécurité sociale

La plupart des participantes n'est pas affiliée à la sécurité sociale. De plus, plusieurs participantes soulignent ne pas vouloir d'aide du CPAS ou de l'État Belge, soit parce que de toute façon elles considèrent leur activité comme un travail, soit parce qu'elles ne désirent pas être perçues comme profiteuses du système social belge. Toutefois, compte-tenu des difficultés accrues à pouvoir travailler suite à la Covid et aux restrictions communales, plusieurs envisagent de demander une aide sociale prochainement. 14 participantes détenaient une assurance médicale, pour trois personnes ces données n'ont pas été renseignées.

Aide sociale (CPAS)	Non	Non renseigné
4	10	3

Emploi

A l'heure de l'entretien, aucune des participantes n'avait un emploi, déclaré ou non-déclaré, autre que la prostitution. Une grande partie ajoutait vouloir travailler ou faire une formation, mais que soit « être trans* », soit leurs papiers - soit les deux - ne leur permettait actuellement pas d'avoir accès au marché de travail. Avant le confinement, quatre personnes avaient un emploi déclaré ou rendaient - occasionnellement ou régulièrement - des services informels, comme la coiffure. Deux parmi ces quatre avaient un emploi qui était exercé « en tant qu'homme ».

A un emploi	N'a pas d'emploi	A occasionnellement un emploi
-	13	4

Logement

On distingue trois formes de logement chez les participantes : des personnes louant leur propre appartement, des colocations entre TDS et des personnes qui n'ont pas leur propre lieu et qui sont logées temporairement chez d'autres personnes.

Deux des personnes qui avaient un appartement individuel à leur charge en tant que locataires, mentionnaient devoir parfois partager leur appartement pour pouvoir payer le loyer. Pendant le confinement, plusieurs témoignaient d'une plus grande difficulté de maintenir leurs logements à la suite de la baisse des revenus. En ce qui concerne les

personnes logées chez d'autres personnes, une contribution au loyer pour pouvoir rester dans l'appartement a été établie. Un de ces cas mentionnait un prix élevé nécessitant d'avoir au minimum deux clients par jour, pour parvenir à payer le loyer journalier.

Un tiers environ des participantes habite dans le quartier Yser, un deuxième tiers habite à proximité du quartier.

Appartement individuel	Appartement partagé	Logée chez une autre personne	Non renseigné
8	4	3	2

Limites aux entretiens avec le groupe cible

Par rapport aux objectifs prévus initialement, des limites se sont présentées à plusieurs occasions :

- **Témoignages des personnes de contact dans le quartier:** pour les entretiens à mener, il était prévu de se baser exclusivement sur les témoignages du public cible et des personnes de contact (voisin-es, commerçant-es, ...) qui se trouvent dans le voisinage. Cependant, les personnes de contact mentionnées par le public cible dans le quartier étaient peu nombreuses et l'approche n'a donc pas été poursuivie.
- **Origines :** des TDS d'au moins cinq nationalités différentes ont participé aux entretiens, dont des personnes ayant grandi en Belgique. Néanmoins, des groupes avec lesquels le contact est moindre, n'ont pas été interviewés (par exemple Bulgares).
- **Ancienneté :** sauf pour une personne qui était de passage à Bruxelles, la plupart participantes travaillait depuis plusieurs années (entre 6 ans et plus de 20 années) à Bruxelles.
- **Fréquence et travail récent :** les fréquences et la présence des TDS dans le quartier varient. Alors que certaines y sont plusieurs fois par semaine, d'autres ont arrêté pendant plusieurs mois ou années et y viennent de manière moins régulière.

2. Violences préalables

Alors que cette recherche se concentre sur les incivilités et violences vécues à Yser, il est important de préciser que les expériences d'incivilités et violences vécues ne se limitent pas à ce qui est vécu dans le quartier. La grande majorité des participantes est arrivée à Bruxelles après un parcours de menaces et violences d'ampleur différente dans leur contexte familial et / ou dans leur pays d'origine. Souvent, ces violences sont encore plus importantes dans leur pays d'origine, allant parfois jusqu'aux menaces de mort et constituant dès lors un motif de fuite⁶⁴.

J'ai fugué de chez moi, j'avais 18 ans. Je dormais en travesti, je faisais déjà le gigolo en garçon. Quand ma famille a su que j'étais homosexuelle, j'ai fait de la boxe et du karaté.

Je suis venu de mon pays, c'était il y a longtemps, parce que j'ai souffert beaucoup d'agressions, par la police. Ils me frappaient, m'ont mis dans une chambre avec du gaz. J'ai souffert beaucoup de discrimination, ils me tenaient en prison pour s'amuser.

Ma famille (dans mon pays d'origine) a envie de me tuer, c'est pour ça que je préfère rester ici.

Tu n'as pas de papiers, pas ta famille, tu as laissé ton pays. Tu ne te sens plus comme un humain. Ma famille sait que je suis travestie, femme. Maintenant je suis réfugiée politique.

Ici je me sens bien, protégée.

Oui au début quand je suis arrivé en Belgique, c'était difficile. Je me disais, non je reste, je paye tout ce que je dois payer et puis je retourne dans mon pays. Mais à chaque fois tu reprends le courage, il faut avancer. Tu es là pour la famille. Et pour toi aussi, pour être toi-même. Parce que à l'époque en (Amérique latine) c'était ..., il y avait des problèmes pour des gens différents. Il y a des problèmes ici aussi, mais rien à voir (pas de la même ampleur). C'est pour ça qu'on a choisi ici, mais ça fatigue aussi de sortir de travailler. Tu dois avoir la force, le courage tous les jours.

3. Expériences des violences et incivilités

Vu que l'entretien se déroulait de manière (semi-)ouverte, les réponses liées au sujet des violences étaient vastes et relevaient des champs différents, parfois superposés : des violences structurelles, des violences physiques, des violences psychiques, des violences sexuelles, des violences économiques, des violences verbales, Pour cette raison, une distinction selon les formes de violence s'est révélée peu praticable.

Certaines de ces violences sont exercées par une multitude d'acteurs, par exemple les violences verbales, tandis que d'autres sont restreintes à des groupes d'acteurs plus limités comme par exemple les violences sexuelles. Pour cette raison, les formes de violences (comment, quoi) seront présentées ensemble avec les acteurs (qui).

Avant d'aborder les violences par les acteurs, il faut insister sur **l'impossibilité de généraliser ces résultats**. Ces violences ne peuvent donc pas être projetées sur la totalité du groupe auquel appartiennent les auteurs. Par ailleurs, souvent ce n'est qu'une partie, parfois petite, parfois grande, qui exerce ces violences.

3.1. Perception du quartier en dehors du travail

Sachant qu'une partie des participantes habite dans le quartier, l'entretien visait aussi à comprendre comment ceci est vécu en dehors des moments de travail. Toutefois, les résultats restent limités car la part des participantes habitant le quartier s'est avérée peu nombreuse. L'identification avec la vie du quartier en journée reste faible, car le décalage induit par leurs heures de travail est tel que le sommeil est rattrapé à ce moment-là. En dehors de cela, le quotidien est décrit comme normal et peu problématique (cf. III.3.4.c.) D'autres participantes habitent trop loin pour pouvoir s'identifier avec le quartier.

Ça va, parfois je passe pour manger chez des copines qui y habitent. Je suis là que pour le travail.

Pendant la journée pas de problème.

Je dors la journée, je ne fréquente pas trop le quartier la journée.

Yser pour moi c'est qu'un chapitre de ma vie. En dehors, personne ne sait que je suis une pute. J'ai une vie normale comme tout le monde.

64 Interview avec le médecin d'Alias asbl, Negroni, C. (2011). Migrantes équatoriennes, transsexuelles, prostituées : une construction identitaire au-delà des normes binaires. *Déviance et Société*



Tout le temps.

Il y en a 24h/24h, s'ils ne t'ont pas agressé la journée, alors ce serait le soir.

Tu attends quelqu'un qui te frappe, parce que c'est tellement souvent.

3.2. Évolution dans le temps

Quand on s'intéresse à l'évolution des incivilités et violences au fil du temps dans le quartier, on peut distinguer trois temporalités différentes :

1. Violences omniprésentes

La réaction la plus fréquente à la question « Est-ce qu'il y a des moments où il y a plus d'agressions dans le quartier? » est de souligner que c'est une circonstance omniprésente. Ceci se manifeste de différentes manières : certaines racontent les insultes et agressions les plus récentes, d'autres montrent des traces visibles sur leur corps. On constate que la densité des événements d'incivilités et de violences conduit à leur normalisation auprès des personnes qui les subissent.

Ce n'est pas qu'une ou deux fois. Même hier ils ont frappé une copine.

Tu veux voir les agressions ? (Compte les cicatrices sur le corps) Un, deux, trois, quatre... Tu vois ?

On m'insulte tout le temps, on me frappe souvent. C'est normal.

Beaucoup beaucoup de choses se passent. C'est tous les jours, tout le temps. Il y a tellement de choses. Je ne sais pas comment dire. (...) C'est trop.

Qu'est-ce que tu veux que je te dise... Je suis fatiguée.

Les agressions, c'est systématique.

2. L'évolution au fil des années

A côté de cette présence structurelle d'incivilité et de violence, on constate la détérioration graduelle de leur condition à Yser. La phrase « C'était meilleur avant » revient à plusieurs reprises. De plus, d'autres moments plus particuliers de la contextualisation (I.3.1-4.) reviennent dans les interviews individuelles, notamment : la phase massive d'ordres de quitter le territoire, les attentats, les règlements et interventions urbanistiques, la migration des consommateurs et finalement la Covid. Depuis la Covid, plusieurs personnes se voient obligées de retourner à Yser.

Même les autres le disent. C'était autre chose après les attentats. C'était fini. Fini fini fini. Ça a tout gâché. Il y a eu plus d'arrachages de sacs, de guerre.

Il y a quelques années, trois ou cinq ans plus ou moins, que ça va moins bien. Plus de gens bizarres, de drogue, de délinquance.

J'ai recommencé depuis le coronavirus. Ce mois-ci ça ne va pas à Yser, je me fais toujours agresser.

Maintenant avec le Covid c'est plus difficile. Les clients ne viennent plus.

3. Les cycles de jour et de nuit, en semaine et le week-end

Quand on s'intéresse aux variations des violences et des incivilités en fonction du moment de la semaine, on constate que celles-ci s'accumulent le week-end. Il y a davantage de passage dans le quartier, et davantage de personnes ayant consommé de l'alcool ou des substances, ce qui amène plus vite les tensions. Une fois que tous les bars sont fermés, l'ambiance devient plus hostile. Certaines témoignent aussi de plus de violences l'été, particulièrement l'été 2020 avec le confinement.

Le jour c'est plus safe parce qu'il y a plus de gens qui circulent, moins de gens bourrés ou drogués. La nuit les délinquants peuvent mieux se cacher, mieux voler sans être reconnu.

Il faut éviter les heures ou c'est un peu dangereux. Après 3h je me barre.

Le bruit c'est surtout le weekend. Il y a le travail la semaine et le travail le weekend. Le weekend il y a plus de gens, ils boivent, ils font des bêtises, c'est normal.



3.3.Lieux

Je me bats pour ce que je suis. J'aimerais tellement devenir trans, mais j'ai peur du regard des gens. Je me balade dans la rue, ce n'est même pas les clients qui m'insultent, ce sont des filles, garçons, ça se voit. Mais on n'est pas dans un pays libre pour moi. Vous avez déjà vu une vendeuse trans ? Il n'y en a pas. A part à Londres, ou en Suisse, j'en ai vu. Je les regardais et me disais, au moins elles vivent ici. J'étais à la Bourse, mais tu ne peux pas passer par la Bourse, par Molenbeek... Si vous voulez, on va faire une carte pour les trans, pour les distribuer pour les aider ou ils peuvent aller. Molenbeek, rouge, Rogier, rouge, De Brouckère, orange, Bourse, rouge, (...). On n'a pas trop le droit de se balader n'importe où. Donc non, je n'aimerais pas devenir trans.

a. Rues et boulevards

En fonction de leurs caractéristiques, les rues et lieux publics fréquentés pendant le travail sont perçus de manière différente. Les rues à l'intérieur du quartier, le Boulevard d'Anvers, le Boulevard Albert II et la zone du canal connaissent un contrôle social très différent, ce qui influence le sentiment de sécurité qui y est éprouvé. Bien que les avis restent partagés, l'éclairage et/ou le passage de voitures sont également des facteurs qui reviennent dans les discours et influencent leur perception de sécurité.

Les rues intérieures du quartier offrent une sécurité par la proximité des habitations. Cette perception est associée au fait que dans le cas d'un événement grave, ceci aura moins de chance de passer inaperçu et peut en cas de danger extrême sauver la vie. En revanche, les TDS n'y sont pas tolérés par tout le monde (cf. III.3.4.c.) et leur présence est même interdite de manière implicite à certains endroits, comme dans la Rue Saint-Jean Népomucène.

Il y a une rue où c'est interdit de passer, à côté de l'hôtel, une petite rue. Il ne faut pas passer par là, ils sont à 40 devant un garage : des chiques madames, des campagnards, des gens du bled. Avant je passais dans cette rue, maintenant ça ne va plus.

Dans la rue interdite, ils gueulent pour te faire dégager, ils sortent à plusieurs pour que tu partes, avec des objets dans la main, on arrache des vêtements. Sur la petite placette à côté de l'hôtel, il ne faut pas y rester non plus.

A côté de l'hôtel Europe, là-derrrière. Seulement je marche, je prends la rue et ils gueulent « Tu fais quoi ici ? » « Non tu ne marches pas ici ! Pas ici, pas ici ! »

Sur le boulevard d'Anvers, les avis sont plus mitigés. D'un côté, il y a davantage de passage et cela garantit une forme de contrôle social. De l'autre, les automobilistes et les personnes présentes en rue s'autorisent souvent de nombreuses agressions vis-à-vis des travailleuses.

Le boulevard Albert II en revanche est perçu par la plupart des personnes interrogées comme dangereux. L'absence de contrôle social rend les TDS vulnérables en cas de danger. Il n'y a pas de tierces personnes pour intervenir ou appeler la police dans ce paysage uniforme de bureaux vides en soirée. Les quelques TDS qui s'y rendent, disent y travailler parce que « c'est mieux pour les habitants ». Dans ces cas, c'est souvent l'intention de vouloir respecter le sommeil des habitants d'Yser qui prime sur leurs propres besoins de sécurité. Autrement dit, les TDS sont soumis à l'exercice de trouver un équilibre entre leur propre sécurité et les nuisances potentielles causées au quartier.

Le boulevard, pour moi c'est dangereux. Tu es toute seule là-bas. Il y a une voiture qui passe, ils te frappent. S'il y en a un qui t'agresse, tu ne sais rien faire. C'est un grand boulevard et tu veux aller où ? Au moins à Yser, tu peux aller par-là, par-là, ou quelqu'un te voit et peut t'aider.

Je pense que ce serait mieux à l'Albert II, ce serait mieux pour les habitants, mais pas plus sécurisé. Notre situation ne se solutionne pas comme ça.

Il y a beaucoup de bruit dans le quartier et du coup ils veulent nous déplacer au boulevard. Mais moi je ne veux pas travailler là-bas, c'est là que tu te fais agresser. Il y a 2-3 filles qui travaillent là-bas, elles racontent toutes les histoires. Il y a des voitures où ils descendent à cinq et toi tu es toute seule.

J'ai aussi travaillé au Boulevard Albert II. Le plus important c'est qu'il y ait un certain passage dans le quartier.

Il y a deux cafés qui ne veulent pas que je rentre. Un énorme café avec des chaises. On n'est pas autorisées. On m'a refusé la porte, ils m'ont dit de partir. Et un autre aussi qui me dit que je ne peux pas boire un verre parce que je suis une prostituée.



b. Bars et hôtels

Parmi les commerces du quartier, les interactions avec les TDS sont très diverses. Étant donné que le public est surtout présent la nuit, seules les observations vis-à-vis des bars, cafés et hôtels ouverts le soir seront évoquées. De manière générale, la présence de bars ou cafés ouverts la nuit est cruciale pour le travail des TDS. On distingue trois types de seuils d'accès pour les bars : ceux où les TDS peuvent rencontrer leur clientèle, ceux qui les tolèrent et ceux qui les refusent. Le premier type de bar a pratiquement disparu du quartier.

Les bars où les TDS pouvaient rencontrer leur clientèle (« bar à prostitution ») offraient un meilleur cadre de travail, du confort et de la sécurité. La rencontre du client se faisait dans un cadre plus intime permettant la discrétion. La rencontre à l'intérieur d'un bar donne aux TDS le temps d'évaluer leur client, de discuter du service et du prix et peut ainsi réduire des risques divers. Ceci diminue considérablement la pression exercée sur les TDS comparé à une rencontre qui s'effectue en rue. Au-delà de devoir craindre de se faire verbaliser en rue, les TDS considèrent que le processus était moins exposé aux habitants riverains et donc moins confrontant pour les bons pères de famille.

Avant (il y a quelques années) ce n'était pas comme ça, il y avait des cafés un peu partout dans le coin. Les filles pouvaient se réfugier dans les cafés, dans les bars. Depuis qu'ils ont fermé les bars c'est plus difficile. Et dans les bars il y avait de la protection, c'était bien sécurisé. La clientèle se sentait bien pour boire un verre. Maintenant, comment on fait ? On ne va pas inviter les gens à la maison pour boire un verre. On a peur de se faire agresser. Le bar c'est très important. (...) Et maintenant ça doit se passer dans la rue, il n'y a plus d'encadrement. Dans les bars, ils ne laissent pas rentrer n'importe qui. Il y a de la sécurité, on ne se fait jamais insulter, agresser. Maintenant les gens boivent à côté des riverains. On était dans les bars, ou parfois on se mettait à la rue et quelqu'un nous prenait. Et même pour la police c'est mieux, ils savent que les filles sont là, les clients sont là. Maintenant c'est un bordel, parfois des gens se font interpeller pour rien. Et les gens qui allaient boire rentraient dans les bars, il n'y avait pas ça des préservatifs, du bruit partout. Je pense que les bars de proximité sont importants pour qu'on soit tranquille pour que les clients ne doivent pas s'afficher dans la rue. Ça fait moins de scandale. On pouvait discuter avec les filles à l'intérieur, l'inviter à boire un verre, voir si ça lui plaît, on pouvait plus se mettre d'accord. Quand il y avait les bars, moi je ne restais pas dehors. On ne restait pas trop dans la rue.

Le deuxième type de bar ne répond pas à la fonction de racolage, mais la présence des TDS y reste tolérée. Ces bars continuent à offrir du confort – bien que dans une moindre mesure par rapport au type précédent – et de la sécurité. Le confort se reflète dans leur fonction en tant que lieu pour faire une pause, pouvoir se détendre, utiliser les toilettes, se réchauffer ou se réfugier du travail et du temps dehors. Plus important, le café leur permet de se réfugier des publics nuisibles dans la rue.

(Il y a des lieux où tu peux aller quand tu ne te sens pas en sécurité ?) Je vais au bar, je bois quelque chose. Tous les bars sont gentils dans le quartier.

Les cafés sont bien aussi pour se réchauffer, et les gars ne rentrent généralement pas dans les cafés. Mais ils ferment de plus en plus, maintenant tout est fermé.

J'ai peu de contact avec les bars. On peut aller dans les cafés quand on a des problèmes, on y va quand il y a un danger. Mais beaucoup de bars évitent les contacts avec nous pour ne pas avoir de discussion.

On rentrait dans les bars pour se cacher, quand il y avait des jeunes etc.

Dans le troisième type d'établissements, les TDS ne sont pas bienvenues : l'accès leur est refusé. Ces bars ne fournissent ni cadre de travail, ni confort et font preuve de discrimination. Malgré cela, ces bars continuent à fournir indirectement, voire parfois directement, une fonction de sécurité – au moins pour les cas les plus urgents lors desquelles les regards ou (ré)actions des client-es et du personnel du bar inhibent le passage à un acte plus violent de l'agresseur.

Avec les commerçants ? On ne peut pas rester devant.

Enfin il y a eu le gérant qui disait au début qu'il ne faut pas travailler ici. Mais je disais, je ne suis pas sur ta terrasse, je suis en face. C'est devenu tolérable. Il y a eu un grand cinéma de fermer la rue (...). Parce qu'un grand chef – je ne sais pas qui – voulait ça. Mais maintenant non, c'est calme. Mais je ne reste pas non plus sur le coin avec la terrasse, mais je ne suis pas non plus sans vergogne. J'attends que les gens soient partis. Tu ne sais jamais si les clients sont agressifs, qu'est-ce que tu fais.

Il y avait le portier, s'il n'était pas là, le mec avec le couteau, il m'aurait poignardé. Devant le Flamingo. Et le portier est sorti et a dit de nous laisser tranquille. Et là, je suis partie.

A côté de ces fonctions, quelques situations de bienveillance et d'entraide existent entre TDS et propriétaires ou gérant-es de bars, lors desquelles les unes veillent aux établissements des autres - y compris les bars qui ne tolèrent habituellement pas les TDS.

Je n'ai pas de problème particulier avec les commerces. Parfois quand je remarque un souci avec leur café (Flamingo) je leur signale ou je prévient la police pour éviter des problèmes. Par exemple quand la porte n'est pas fermée correctement ou des clés ont été oubliées sur la porte lors de la fermeture.

Les hôtels et hôtels de passe quant à eux, forment un cadre important pour le bon déroulement du travail mais sont accompagnés d'une ambiguïté car la chambre de l'hôtel en soi est également un lieu d'agression. Quand une TDS fait face à un client qui se révèle dangereux, par respect pour l'établissement et de peur que la faute leur soit reprochée, certaines se voient contraintes de subir des violences au lieu de demander de l'aide.

(Dans un pays voisin) le mec a essayé de brûler ma chambre de l'hôtel. Il a pris un produit inflammable, il l'a mis sur toute la porte, de l'alcool fort. Il l'a brûlé. Moi je cours par la fenêtre. Heureusement le voisin en face l'a senti et a pris un extincteur. Tout était brûlé. Imagine, je meurs, je meurs.

Dans les hôtels il n'y a personne qui va te défendre. Même le propriétaire dit, « Pourquoi tu rentres avec quelqu'un de méchant ? ». On ne sait pas si la personne est méchante ou pas, on prend des risques.

Bien que cette ambiguïté au niveau de la sécurité existe pour les hôtels, leur fonction reste essentielle à l'encadrement. En effet, ils offrent un cadre sanitaire et des conditions d'hygiène que d'autres lieux ne garantissent pas de manière systématique. Malgré que les avis soient partagés, il arrive tout de même régulièrement que le personnel de l'hôtel intervienne dans des cas de conflits, voire appelle la police ou l'ambulance pour de l'aide si nécessaire. De plus, les clients ayant déjà fréquenté l'établissement qui se sont avérés nuisibles auront difficilement de nouveau accès à l'hôtel, ce qui peut éventuellement prévenir la répétition de ces violences face à d'autres victimes potentielles.

Avant, tout était à l'hôtel, il y avait moins de bruit. C'était meilleur pour la sécurité des clients et pour nous, les trans*, les femmes.

Il y a souvent des clients qui me volent ou frappent quand on est à l'hôtel. J'essaye de calmer le client, et parfois je dois lui rendre l'argent pour que ça ne fasse pas de problèmes pour l'hôtel. On doit éviter que le client soit compliqué, que ça dérange d'autres TDS, que ça dérange le propriétaire. Sinon on ne peut plus aller à l'hôtel. C'est un lieu sûr et insécure. Mais je m'y sens plus en sécurité qu'ailleurs.

Une fois quand j'étais dans la rue je voyais quatre garçons dans la rue, un peu dispersés mais on voyait qu'ils étaient ensemble. J'ai trouvé ça bizarre, du coup j'ai bougé mais les garçons me suivaient. Quand j'étais derrière le coin où ils ne pouvaient pas me voir, j'ai couru vers l'hôtel. Je m'y suis réfugié, on a vu sur les caméras que les garçons m'ont suivi, ils me cherchaient (pour m'agresser) en dessous des voitures.

Une copine à moi est rentrée dans l'hôtel, elle a pris sa douche. Et le client a pris toutes ses affaires et l'a laissée comme ça, sans rien, toute nue. Elle avait juste un string. C'est quoi cette connerie, pourquoi il n'a pas juste pris l'argent dans le sac ?

Tout comme les bars, l'hôtel présente une possibilité de se réfugier temporairement quand un danger se présente dans la rue. Plusieurs cas ont été reportés, lors desquels les TDS ont pu fuir une agression en pleine rue en se réfugiant à l'hôtel. Suite aux pressions du comité Alhambra et en conséquence des politiques publiques, le premier et le deuxième type de bar ainsi que les hôtels de passe sont en voie de disparition. Les taxes sur les hôtels, la suspension de permis de terrasse ainsi que la fermeture de bars ayant accueilli des TDS dans le passé, forment une menace latente. Dans les bars, l'accueil des TDS se fait de manière de plus en plus réticente. L'accès est de plus en plus difficile et la plupart des bars ne sont donc pas fréquentés.

c. Alternatives à risques

Avec la fermeture des hôtels, des lieux alternatifs doivent être recherchés pour pouvoir effectuer les passes. Les déplacements de la prostitution se font vers les hôtels normaux, des appartements loués ou AirBnB's, la maison d'ami-es ou de proxénètes ou son propre logement. Ces alternatives existaient bien évidemment déjà avant la crise sanitaire, mais leur fréquentation s'est intensifiée depuis, souvent contre le gré des TDS.

Maintenant les hôtels ouvrent, ferment, ouvrent, ferment, et les gens sont obligés de les ramener à la maison. Ça fait plus de problèmes et dégâts à la maison. Parce que des fois, ils ne sont pas gentils.

Maintenant avec le covid tu dois ramener les gens chez toi, mais tu ne sais pas s'il vient avec un pistolet, un couteau... Si tu ne retournes pas l'argent, ils te menacent ou veulent te tuer. Moi je ne travaillais pas à la maison. Mais chaque fois ils ferment de plus en plus et maintenant je dois recevoir les clients à la maison, alors que je n'aime pas. Maintenant c'est une obligation pour survivre. Je n'ai plus le choix si je le fais ou pas.

A côté de ces locaux privés, des lieux tels que les parcs, parkings ou le canal doivent être envisagés par les TDS. Souvent, ces lieux ne possèdent pas suffisamment de contrôle social, ni d'autres dispositifs de sécurité et deviennent donc des lieux où les violences passent inaperçues:

On doit faire les clients dans la voiture, et on ne sait pas avec qui on monte, on ne sait pas ce qui va se passer. C'est un problème pour nous. J'ai eu plusieurs fois des problèmes. Une fois j'ai dû sortir de la voiture, une fois on m'a arraché mon sac. Avant tu pouvais dire non. Ou dans la rue. Je dois survivre, je ne vais pas les ramener dans mon appartement. Maintenant la plupart des clients c'est dans les voitures, dans la rue, dans les parcs. Et ils nous payent la même chose. Du coup c'est mieux d'aller à l'hôtel pour nous.

Où je vais aller ? Dans les parkings ? Ce sont les endroits où tu te fais agresser, tu reçois un couteau ou quelque chose. C'est plus dangereux avec les hôtels fermés.

En outre, un déplacement peut aussi être observé pour le lieu de racolage. Certaines participantes indiquent travailler habituellement surtout en ligne et ne venir à Yser que de temps en temps ou vice-versa¹.

1 Pour plus d'infos, voir l'étude: Leroij, C., Maes, R. (2016)





3.4. Formes et acteurs d'incivilités et de violences

Alors que le guide d'entretien comprenait une section séparée pour traiter les incivilités et les violences, cette distinction s'est révélée peu praticable lors des entretiens pour deux raisons. Premièrement, cette délimitation reste fluide et est perçue de manière différente par chaque participante. Deuxièmement, considérant la distinction établie dans la terminologie entre les actes dirigés vers une personne et ceux ne visant pas une personne spécifique, un déséquilibre s'est avéré : la grande majorité des témoignages révèlent des actes commis à l'égard des TDS et sont donc associés à des violences. Les incivilités sont donc moins présentes dans cette recherche, puisque les participantes se sentent d'abord concernées par des violences. Toutefois des cas d'incivilités sont rapportés et inclus, dans la mesure où des témoignages à ce sujet apparaissent dans les différentes sections⁶⁵.

En ce qui concerne les acteurs de violences, la multitude d'acteurs et les expériences individuelles sont à souligner. Par la nature des questions ouvertes lors de l'entretien, les TDS décrivaient d'abord les problèmes et acteurs qui y sont liés dans un ordre choisi par elles-mêmes. Les premières difficultés et acteurs cités, ainsi que les problématiques identifiées en premier lieu varient fortement d'une personne à l'autre : une personne mentionnera d'abord les jeunes, la suivante plutôt les habitant-es, la troisième les consommateurs de produits psychoactifs, la quatrième la police, ... L'ordre de la présentation des phénomènes et acteurs n'est donc pas à interpréter comme une hiérarchie. De plus, on observe à plusieurs reprises des chevauchements entre les différents groupes et phénomènes, particulièrement entre les sections 3.4.a, 3.4.b, 3.4.c, 3.4.d et 3.4.g. Une personne qualifiée à un moment comme un jeune peut dans un deuxième temps être qualifiée de client ; un client peut être une personne malintentionnée ou un habitant...

a. Des badauds et malintentionnés

Cette première catégorie est plus vaste et regroupe plusieurs phénomènes distincts, mais parfois également dif-fus. On y trouve des gradations de ces publics : des personnes qui méprisent du regard les TDS, des personnes ayant bu ou consommé qui agressent les TDS parmi leurs autres nuisances, et des personnes venant délibérément pour nuire ou se moquer des TDS et/ou trans*.

Tout d'abord, une série de personnes – tous genres confon-dus – n'apprécie pas la présence des TDS et/ou trans* et se sentent gênées ou dérangées par leur présence. Cela s'exprime par le regard, ou par des insultes.

Ça te fatigue aussi la rue. Ce n'est pas facile. Tu ne sais pas ce qu'on doit supporter tous les jours aussi. Les regards aussi des gens qui passent.

Les personnes te regardent comme la poubelle.

Deuxièmement, est fait mention d'un public circulant particu-lièrement la nuit et les week-ends, qui dans un état d'ébriété importune facilement le voisinage, et plus particu-lièrement les personnes qui proposent des services sexuels.

Après les personnes qui boivent beaucoup, ça c'est un problème. Les personnes qui boivent dans la rue, qui font des bêtises et ne savent pas se tenir. Ils viennent, nous touchent, nous insultent.

Ensuite, on distingue des publics hostiles aux personnes LGBTQI+, et ceux hostiles aux TDS, qui viennent pour s'en prendre aux TDS, et particulièrement aux TDS trans*.

Il y a des gens qui rigolent de nous. Ils m'ont jeté des bouteilles, des œufs. Souvent ils sont en voiture ou font parfois d'abord semblant d'être intéressés. Il y a des gens qui vont là-bas pour faire du mal. Ils se baladent les samedis soirs là-bas comme si c'était un jeu. Une personne toute seule ça va, mais quand il y a un groupe...

Oui il y a des gens qui nous prennent en photo, qui nous filment, même depuis la voiture.

Vous trouvez ça normal ? Ça ne doit arriver qu'à nous, qu'à nous. Et les gens qui jettent des choses des voitures ? C'est pour rigoler de nous. Ils touchent que nous, pas les filles.

⁶⁵ De la même manière, la distinction entre phobies contre des personnes prostitué-es ou des personnes trans* ne sont souvent pas possibles ou apparaissent conjointement. Certaines observations peuvent donc également s'adresser à un public de TDS cisgenres ou à des publics de la communauté LGBTQI+.



Ce sont des insultes, des agressions, parfois avec des objets. Des bières, des œufs, de la neige, des bouteilles vides, des cigarettes, des sacs volés. Mais je parle que de moi, il y a des filles qui se font agresser bien pire. Les insultes souvent. PD, sale travesti, ça c'est tout le temps, tout le temps. Chaque fois. Je ne dis rien, je reste dans mon coin. Souvent des gens passent quand je parle avec un client pour leur dire qu'on est des travestis, des PD.

Des insultes, on me frappe souvent. Ou ils jettent des choses ou des pierres. (Montre sa jambe gonflée à cause d'un tel incident). Il y a eu des vols aussi, ça m'est arrivé plusieurs fois. Parfois avec des armes ou des gens qui me menacent avec un couteau et tu dois rendre ton sac.

Ces scènes ci-dessus relèvent d'une pratique régulière. Presque tous les témoignages rapportaient ce genre d'agressions de manière quotidienne pour les insultes, et de manière très fréquente pour les objets jetés, etc. Des attaques au couteau ont également été mentionnées à plusieurs reprises. Les insultes visent leur identité de genre ou l'exercice du travail du sexe. Plusieurs de ces scènes citées sont d'ailleurs facilement observables lors des observations de terrain.

b. Des consommateurs et les gens qui traînent

À la différence des publics décrits dans la section précédente, cette section-ci décrit des publics qui montrent une présence plus régulière. Tout comme les TDS, ce sont des personnes qui investissent l'espace public. Leur présence n'est pas de passage et donc des questions de co-présence se posent entre ceux-ci et le groupe cible. Cette catégorie regroupe donc des personnes qui déambulent, qui « traînent », qui errent dans les rues. Une partie d'entre elles peuvent être simultanément des consommateurs de substances psychoactives, des dealers ou personnes pratiquant d'autres formes de (petite) délinquance qui se sont installées dans le quartier.

Par conséquent, la présence de ces publics à Yser entraîne des amalgames qui inculpent d'emblée les TDS. Pourtant, ces dernières évoquent souvent le quartier comme leur lieu de travail et veulent donc veiller à ce que leur cadre de travail soit agréable, propre et sécurisé. Pour elles, les incivilités qui découlent de la présence de ces publics nuisent à leur cadre de travail.

Les personnes qui font des problèmes sont les clochards. Il ne faut pas associer la prostitution et la consommation de drogues. Ces gens-là, ils viennent juste pour se droguer, alors que nous on est là pour travailler, c'est ça la différence. Ça c'est nouveau ces dernières années. Chaque fois on a peur avec les tox, que ça commence à crier.

Et donc les gens pensent que c'est parce que nous on y travaille que ces autres gens viennent. Ils pensent qu'on boit et prend de la drogue aussi. Mais nous on ne fait pas ça. Je ne bois pas, je ne prends pas de drogues, rien de ces choses. Ce n'est même pas avec nous. Mais ça dérange, les clients qui passent ils ne vont pas s'arrêter, nous parler. La façade n'est pas bien pour nous. C'est plus sale aussi. Moi je ne me sens pas... je me demande je fais quoi ici à côté. Ou je rentre, je me mets de côté. Clochards, alcool, junkies... On les connaît maintenant, parfois ils sont là et ils ne te dérangent pas. Mais bon parfois tu ne sais pas travailler, si tu dis quelque chose et ils disent, « Qu'est-ce qu'il y a ? ». Il y a des filles qui sont avec les junkies, ça, ça embête aussi beaucoup beaucoup, pour nous et les gens qui habitent là.

Plusieurs participantes font mention de vols, insultes et diverses incivilités (déchets, détritus, nuisance sonore) de la part de ces publics. L'intimidation du client, un partage d'espace problématique et une peur vis-à-vis du public sont également évoqués.

Nous on court, on a peur qu'ils viennent nous voler. Il y a beaucoup plus de drogués qu'avant. Les clients ne viennent plus parce qu'ils ne veulent pas se faire voler. Avant il n'y avait pas ça.

Et après les clochards font du bruit, crient. Et je leur dis d'arrêter de parler moins fort parce que les gens dorment, doivent se reposer.

Même hier il y a eu quelqu'un, qui me demandait d'appeler avec mon téléphone et il part avec mon téléphone. Et si tu n'aides pas, ils t'insultent.

Les clochards nous volent aussi les sacs, l'argent, nous insultent. Il y a beaucoup de clochards. On m'a déjà volé mon sac, ma veste, ils passent et m'insultent. Ils nous poussent, crachent dessus ou jettent des bouteilles. Et ils demandent une cigarette, si je dis je ne fume pas il me dit fils de pute ou sale travestie de merde. J'ai peur de travailler, à cause de ces gens.

Cependant, quelques TDS abordent aussi l'ambivalence qui accompagne leur présence. Celle-ci amène une forme de contrôle social et apporte un semblant de sécurité. Quand la rue est déserte et qu'une personne malintentionnée veut nuire gravement à une TDS, ces publics apportent une sécurité car leur présence rend plus difficile le passage à un acte violent.

Ce sont des liens complexes à Yser entre les gens qui sont là, tout est lié. Maintenant je choisis le boulevard parce que je m'y sens plus en sécurité que dans les petites rues. Même si je n'aime pas comment ils se comportent, ça peut quand même me protéger d'avoir des gens à proximité. Même si c'est eux. Et en même temps ils peuvent être source de violence en fait. Souvent ils me demandent de l'argent, mais je leur dis que je n'ai pas d'argent à donner et qu'ils fassent la même chose que moi s'ils veulent de l'argent. Mais quand je vois qu'il y a des gens qui vont vraiment mal, j'ai quand même des gâteaux que je peux leur donner. J'ai toujours des gâteaux sur moi pour avoir du sucre, mais je peux les donner s'ils ont besoin. En même temps ces gens peuvent aussi agresser mon client, du coup parfois je dois éviter des clients qui viennent pour qu'ils (les clients) ne se fassent pas voler. Quelques-uns me connaissent et me laissent tranquille, avec d'autres ça se passe moins bien.

c. Jeunes

À plusieurs reprises, les interviews révèlent des tensions spécifiques avec des groupes de jeunes qui fréquentent le quartier. Parmi ces jeunes, figurent également des mineurs d'âge. Les dynamiques de groupes sont souvent importantes ici : les témoignages indiquent des dizaines de garçons qui agissent en groupe pour nuire particulièrement aux TDS trans*. Certaines indiquent qu'elles reconnaissent « toujours les mêmes » et l'associent à des jeunes issus d'un contexte culturel qui tolère plus difficilement l'homosexualité, les trans*. Les premières observations à ce sujet datent déjà d'il y a plus de 10 ans et concernaient des jeunes du même quartier. Et pendant que ces groupes grandissent et deviennent parfois même des clients, de nouvelles générations de jeunes arrivent. Parfois ils passent en mobylette ou vélo pour leur jeter des objets ou liquides dessus, parfois ils se promènent à pied pour les tabasser. Pour ces jeunes cela semble être un hobby de procéder à la chasse des TDS trans*. Ils se vantent de leurs agressions, filment leurs actes et humiliations et les exposent dans plusieurs cas sur des réseaux sociaux.

Deux fois on m'a jeté de l'acide. Je pensais que c'était du pipi, puis les autres mon dit c'est de l'acide. Ils me l'ont jeté sur la jambe. Ça fait pas mal au début mais ça fait mal par après. Ils le mélangent avec quelque chose et c'est plus brutal. Heureusement que je n'en ai pas eu sur mon visage. C'était deux gamins en mobylette, ils ont 14-15 ans les petits. Ils insultent, « T'as pas ramassé dans son cul ? », ça a toujours été comme ça.

Une autre fois aussi, il y a 8-9 ans il y avait des petits gamins. Un m'a sorti un couteau, il m'a mis contre le mur. Heureusement le portier du café est sorti me défendre aussi. Il avait aussi, cet été, un groupe de 15. Oooh... ! Parce que on regarde toujours à gauche à droite ce qui se passe, on voyait trois garçons là-bas, puis deux là-bas (pointe dans le sens opposé) qui se communiquaient entre eux par téléphone. Et je vois que de là-bas ils en arrivent quatre. Et ils viennent direct à nous. Ils ont attrapé une travestie marocaine. Il y avait aussi une plainte, la police est arrivée tout de suite. Mais ils n'ont pas attrapé le groupe. Ils sont venus deux fois, le même groupe. Cet été c'était bien problématique, un vendredi et un second vendredi et puis la troisième fois la police était là.

Je me suis fait arracher une fois mon sac par cinq petits de 14-15 ans. Maintenant tu as un groupe de gamins, ça va pas du tout. C'est toujours les mêmes. Qui tournent, visent une de nous et commencent à courir après le trav et nous filment. Sur Snapchat j'ai vu les vidéos qu'ils ont mis d'une amie à moi. Tu entends comme ils disent « Aaah, dégage sale trav ! » Et bam, bam, bam. Ils filmaient. Je suis passé le lendemain pour demander si ça allait, elle disait « ces fils de ***, ils ont arraché ma perruque, ils m'ont frappé, ils l'ont brûlé devant moi. » Elle ne voulait pas porter plainte. C'est des groupes, presque comme la « Brigade Anti-Trav » à Paris Pigalle, qui frappent. C'est ça la mode, de faire ça, de filmer, de les frapper les trav. C'est mon cauchemar que ça m'arrive. Si c'est à la mode, ou s'ils veulent se faire connaître, je ne sais pas, mais c'est grave. Mais maintenant on connaît le danger, tu vois les groupes qui se rassemblent. Moi et ma copine en s'entraide, on part.

Il y a un groupe qui m'a tabassé. Et puis il y a deux travs qui m'ont aidé et elles se font tabasser à leur tour. Une fois j'ai essayé de me défendre mais alors il y a eu tout un groupe qui est arrivé. Un groupe de 15 personnes, ils sont agressifs, je cours quand je les vois arriver.

Dans la rue, c'est plutôt les jeunes. Enfin, il y a des jeunes qui aiment bien tout ça. Le souci c'est quand ils voient leurs amis, quand ils sont en groupe ils se remettent contre nous. J'ai déjà dû me défendre devant 5 garçons qui me tapaient et tout. Je me suis ramassée des coups. Je suis partie je ne dis rien. Qu'est-ce que je vais faire, on n'a pas le droit. On va nous dire, « Oui mais vous n'avez pas le droit de rester à la rue ». Il y en a une on fait des vidéos d'elle on les a mis sur Snapchat. Vingt garçons sont courus après une travestie. 20 garçons. Sur le boulevard. Elle ne savait pas, je lui ai montré, elle était choquée. Les jeunes quand ils sont 4-5 ça fait des problèmes, seul ça va.

Des groupes des jeunes, ils n'ont rien à faire le weekend, le vendredi ou le samedi soir. Surtout cette année, l'année passée en été. Comme ils ne pouvaient pas partir en vacances (ils sont encore à l'école). Il y a eu beaucoup d'agressions. Je les vois de loin, ils arrivent à 20. Ils ont attrapé des filles de Bulgarie. Ceux-là n'étaient pas en voiture. Et ils se ressemblent avec le masque, je ne les reconnais pas dans la rue. C'est devenu plus courant cette année. Il y avait beaucoup d'agression pendant les vacances d'été.



C'est mieux qu'on reste ensemble parce qu'il y a des jeunes qui nous jettent des œufs, des bouteilles. C'est pour ça que tous le travesties on est dans le même quartier pour se protéger l'un et l'autre, parce qu'on sait que c'est dangereux. S'il y a un groupe qui passe, c'est fini pour nous.



Ils ne pensent pas à nous, je ne sais pas comment expliquer.

d. Habitant-es du quartier et Comité Alhambra

Tous les habitant-es n'entretiennent pas de relations hostiles avec les TDS. Au contraire, ce n'est qu'une minorité, mais toutefois non négligeable car les conséquences qui en découlent se font sentir chez les TDS. Plusieurs TDS qui habitent le quartier témoignent de relations amicales et bienveillantes, de petits échanges entre voisins qui se croisent dans la rue. Pourtant la majorité des conversations ne vont pas plus loin et ces contacts restent limités, compte-tenu du décalage qui existe entre les horaires des TDS et celles du reste des habitant-es du quartier.

Je dis bonjour moi-même aux gens que je connais dans la rue. Je croise les voisins quand je fais ma lessive. C'est un « Bonjour ça va ? Ça va, ça va ? » Rien de très profond mais le contact est là.

Les participantes témoignent également d'une compréhension pour les habitants qui se voient exposés à des incivilités. Certaines interrogent tout de même la démarche des personnes qui s'y installent et s'en plaignent, alors que la réputation du quartier est bien connue. Plusieurs affirment enfin ne pas avoir de problèmes à titre personnel avec les autres habitant-es du quartier, et entretenir une relation de respect mutuel dans la mesure du possible.

Il y a des femmes voilées qui acceptent, parce qu'ils savent que le quartier, on était là. La maman d'une famille, je leur dis bonjour (...). On dit quand même « Bonjour, ça va, vous allez bien ? »... etc. On essaye de faire des efforts. (...) On les connaît, ils savent que la rue elle est comme ça, ils savent. Et il y a des gens qui viennent vivre là, 80% ils acceptent. Mais ces autres font du cinéma. Mais la plupart quand je parle avec eux, ça va très bien. Et on sait, pour une famille, on essaye de ne pas se mettre devant, parce que la famille dort. Je n'ai pas eu des gens qui me disent de dégager. Moi quand je vois des gens, je parle moi-même. On fait de la place une fois qu'ils rentrent, on revient.

Personnellement je n'ai pas de problèmes, mais presque toutes mes amies ont des problèmes avec des habitants. C'est fréquent les insultes des habitants (fils de putes, dégagez, ...). Ou des femmes qui leur crachent dessus.

A côté des voisins compréhensifs ou qui ne se manifestent pas à l'encontre des TDS, on peut distinguer deux groupes d'habitants qui réagissent et agressent les TDS. Premièrement, certaines personnes ou familles issues des contextes plus conservateurs, ou de pays où une doctrine LGBTQI+phobe prévaut, acceptent mal la prostitution trans*. On constate que les tensions sont souvent plus grandes si la TDS est issue d'une migration d'un même pays qu'un-e habitant-e.

Et puis les voisins aux fenêtres s'attaquent à nous. Ils appliquent la loi de là-bas ici. Nous on est venu pour vivre, trouver la liberté et après on tombe sur les mêmes visages. Ici c'est ouvert, tu as des libertés, des lois, des droits. Quand ils savent que tu viens de là-bas ils crient : « Tu es un pd, tu fais un scandale pour nous, nous ne sommes pas des pds. »

Ils crient sur nous, parfois il y a des gens qui viennent à 2-3 quand tu ne dégages pas. Tu dois éviter d'y rester. Je dois dégager, qu'est-ce qu'on va faire, sinon ils cassent notre dos. Les habitants du quartier m'ont déjà frappé.

En ce qui concerne le Comité Alhambra, plusieurs participantes ressentent des pressions fortes qui émanent de certains de ses membres. On distingue des formes différentes d'intimidation :

- **Pressions psychologiques** : les TDS sont insultées, filmées, photographiées, exposées sur les réseaux sociaux et dans les médias. On les exhorte à « dégager » et certains endroits leurs sont interdits.
- **Violences physiques** : coups, attaques au bâton, balais, jets de pierres, de bouteilles ou autres objets pour frapper ou lancer sur les TDS sont rapportés. De l'eau est jetée sur les TDS en bas de certains immeubles.
- **Menace latente envers des personnes et des acteurs en lien avec les TDS** : les bailleurs louant des appartements à des TDS sont priés d'expulser leurs locataires par le comité. Le comité exerce également des pressions sur les cafés à travers les pouvoirs publics. (cf. II.3.2.2.b)
- **Initiatives détournées** : des consultations publiques servent à faire valoir la vision d'un quartier résidentiel impliquant l'abolition d'une prostitution de rue.

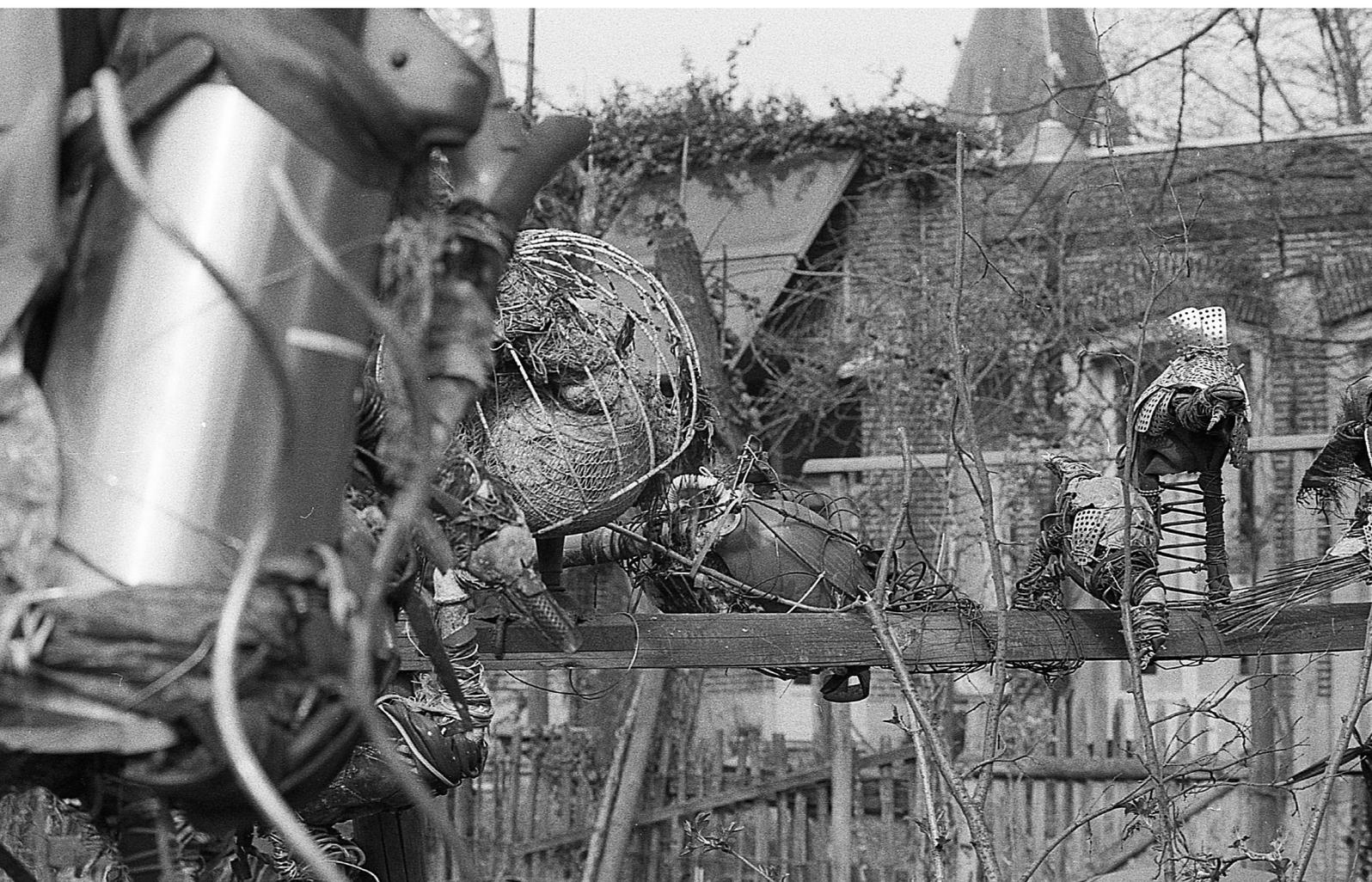
C'est tout un groupe qui ne veut pas qu'on soit là, qui veut qu'on parte. Autour de l'hôtel, ils prennent des seaux et nous jettent de l'eau dessus. Un autre a jeté des pierres. Ils nous filment dans la rue, sans nous demander, c'est contre l'intégrité personnelle. Je comprends... Parfois il y a des filles qui parlent fort la nuit. Mais la plupart d'entre nous ne parle pas fort. Et j'en suis consciente que les gens doivent dormir et travailler le lendemain. Et donc ils nous font des problèmes pour qu'on ne travaille pas là-bas. C'est une minorité mais c'est toujours les mêmes, un groupe qui nous hait. Ils nous jettent des bouteilles, jettent de l'eau, parlent avec le bourgmestre... Mais la prostitution y est depuis des années, ils savaient où ils allaient vivre. Ils nous insultent, et après il y a des filles qui les insultent à leur tour et donc c'est logique si la réponse c'est encore plus d'insultes. Une fois, ils ont parlé avec le propriétaire pour nous expulser de la maison. Heureusement le propriétaire ne les écoutait pas. Il disait qu'on est tranquille et que ça ne regarde pas ce qu'on fait tant que ça se passe tranquillement.

Il y a un gars qui habite derrière, qui fait des vidéos et envoie ça à la télé. Il y a des filles qui se font agresser dans la rue, ils ne veulent pas que quelqu'un passe par le potager. Ils commencent à crier quand tu passes par-là « pas là-bas, je ne veux pas te voir ici, pas ici » Ils ne m'ont pas dit à moi de dégager, je fais attention. Mais je ne comprends pas comment tu viens habiter dans un endroit comme ça. Mais je peux comprendre que ça peut déranger. Depuis que je suis là ces problèmes sont là.

Récemment ils ont jeté une bouteille sur une fille par la fenêtre et l'ont touché au crâne. Elle a dû se faire coudre à la tête.

Avant c'était bien, maintenant il y a beaucoup de problèmes, tous les jours le monsieur nous dit de dégager. Il passe, il m'insulte, il me tape. Il passe avec son collègue, il rigole de moi. Il jette de l'eau par la fenêtre sur moi. J'étais toute mouillée et il faisait froid. Après il y a un autre monsieur, une fois je me suis arrêté là et il me dit de dégager. Je comprends le besoin de repos, mais je ne comprends pas pourquoi ils sont racistes comme ça. J'essaie de trouver des solutions, de dire aux autres filles de parler doucement. Une fois le monsieur tapait une fille bulgare. Il l'a agressé. Et l'autre monsieur tape aussi. Dans le nouveau bâtiment, il y a des nouveaux racistes aussi. Ils me prennent en photo. Depuis leur appartement. Je ne sais pas pourquoi, je ne lui fais rien. Je pense que si tu me prends en photo, c'est d'abord ma décision. Il prend des photos de moi sans mon accord. J'ai peur de travailler à cause des habitants. Qu'ils me prennent en photo et les mettent sur Facebook. Je pars directement, je ne dis rien. Il me prend en photo. Une fois j'ai répondu, parce qu'il me disait qu'il me prenait en photo et m'insultait. Et j'ai demandé pourquoi il m'insulte ? Il m'a dit que c'est interdit. Et puis il vient il me tape. Je me sens... je pleure.





Si on appelle la police, on ne sait pas si elle réagit pour nous aider ou contre nous.

e. Services de police

Le premier contact est souvent difficile, il n'y a aucune confiance entre la police et les prostituées. C'est une chose et la deuxième chose c'est que la police reste un service de police. Donc elles ont toujours peur de venir me contacter parce qu'elles sont aussi en séjour illégal. Donc certains policiers parfois réagissent comme ça et ont commencé des procédures d'expulsion du territoire, alors que la personne s'était présentée comme victime. - Police des Mœurs

Parmi les services de police, différentes approches peuvent être distinguées au sein de l'institution. D'un côté, la police des mœurs mène une approche proactive envers les TDS et tout autre acteur susceptible d'être en lien avec la prostitution. Un bon contact avec les TDS est essentiel dans leur travail. De l'autre côté, d'autres services doivent veiller à faire respecter les règlements, identifier des personnes y travaillant et ne possédant pas de papiers et agir en fonction des demandes adressées par le politique. Ceci génère des situations qui peuvent sembler paradoxales, quand une première équipe les salue et se renseigne sur leur bien-être, et qu'une seconde s'adresse à eux majoritairement au travers d'injonctions et d'ordres. Les témoignages concernent principalement des échanges avec la police de la zone Bruxelles-Ixelles et de la zone Bruxelles Nord. A l'intérieur de la police également, des généralisations ne peuvent pas être faites : il existe autant de cas de bonne entente, que de cas de mauvaise entente.

La police fait son travail. C'est leur travail de contrôler, surveiller et maintenir l'ordre.

Parfois la police reste respectueuse, très gentille, mais parfois non.

Il y en a qui sont gentils, mais ça dépend des personnes. Il y en a qui disent « Tu as cinq minutes pour bouger, on va faire le tour, si tu reviens on t'embarque ». Après il y a d'autres flics qui disent, comment ça va et tout. Je ne comprends pas.

La relation est compliquée avec la police vu que les agent-es détiennent le pouvoir d'interdire aux TDS de travailler. Une interdiction de travail représente une violence économique pour plusieurs d'entre elles. Les amendes et contrôles d'identité réguliers perturbent les TDS dans la poursuite de leur travail. Si, de plus, la TDS ne possède pas de statut de séjour en Belgique, la peur et l'obéissance sont d'autant plus prononcées.

Conjointement, le risque persiste d'être embarquée au commissariat et de devoir passer la nuit au cachot. De tels épisodes ont également eu lieu au cours de la recherche. De manière plus conjoncturelle, des vagues d'embarcations et d'expulsions du territoire ont été mentionnées.

On ne peut pas travailler tranquillement devant la police.

Et tu dois rentrer parce que c'est la police quand même, Je n'ai pas envie de dormir au commissariat.

Je ne veux pas de problème avec la police. Peut-être qu'un jour je me marierai ici ou j'habite avec quelqu'un ici, je n'ai pas envie qu'ils voient que j'ai déjà fait des problèmes. Je veux rester une feuille blanche. Parfois la police ne donne pas de l'aide du coup c'est mieux si je ne demande pas.

J'ai déjà été ramenée plusieurs fois au commissariat, j'ai dormi plusieurs fois en cellule.

Oui les embarcations, mais ça c'était avant (vers 2014). Je me suis fait embarquer quatre fois. Avec des menottes. Tout le monde. Des contrôles d'identité, dans le cachot. Ils étaient méchants avec les transsexuels, beaucoup de rigolades. Il y a eu tout ça, mais il y en a d'autres aussi. Ça va. Ils sont plus tranquilles, plus gentils, plus calmes. Et il y a eu des contrôles, mais c'était pour tout le monde, avec des bus, plusieurs fois. C'était le contrôle des femmes, des trans, des clients.

Et en 2013, ils nous ont tous pris dans une camionnette. Ils nous ont traités comme des délinquants. C'était terrible. Ils ne te parlent pas, ils ne disent rien, ils disaient « Tu verras quand tu montes ». Les mains attachées derrière. C'était pour le racolage. Ils ont pris tous les 'putes' dans le quartier. Ils étaient méchants. Ils frappaient aussi. Ils te disaient de rentrer, enfin c'était normal.

Vendredi passé tout le monde s'est fait ramasser. Je suis juste arrivée et la police a embarqué tout le monde. Je vois les filles dire « Cours ! Cours ! Cours ! ». Et j'ai vu (une connaissance TDS). Avec les menottes.

Mais ces deux dernières semaines ils sont très méchants et nous disent « Dégagez ! Rentrez, rentrez ! ».

Cependant, il semble que la quasi-totalité des agent-es de police ne prennent pas en considération l'identité de genre des TDS, soit de manière inconsciente, soit de manière délibérée. Dans de nombreux cas, ceci va de pair avec des attitudes considérées comme LGBTQI+phobes par quelques participantes, avec une stigmatisation accrue des TDS et/ou des insultes.

La police nous traite d'hommes.

Elle te traite comme un garçon, en masculin. On te parle mal. En plus on n'est là pas pour le plaisir, on doit attendre des heures et la police nous dit « Dégagez ! Rentrez ! Allez sur le boulevard ! ». Ils ont le droit de nous parler mal comme ça ? Parce qu'on est de putes ?

Ils ont contrôlé nos documents et nous traitent de monsieur. Mais pourquoi les autorités disent à une personne qui est reconnue devant la loi comme féminine, qui a un document d'identité avec un F « monsieur » ?

Ils rigolent parce que je suis trans*. « T'es un homme ». Mais c'est ma décision.

Il disait « Tu dégages d'ici, sale trans. Dégage dans ton pays ».

Certaines interviewées témoignent d'un traitement particulièrement sévère à leur égard, en comparaison avec d'autres usager-es de l'espace public.

Ils te demandent tous les jours la carte d'identité ou te disent de dégager. Parfois la police est venue pour nous, et ils ont laissé tous les gens qui volent dans la rue, tous les gens qui travaillent dans la drogue. Et la police vient pour nous, mais ils ne trouvent que des préservatifs et du gel dans mon sac.

Une partie des policiers sont homophobes, ils viennent et gueulent brusquement, ils nous traitent mal.

Et la violence policière ne s'arrête pas là. Bien que ce ne soit pas la règle, des incidents graves, voire très graves, ainsi que des événements traumatisants avec des agent-es de police ressortent des témoignages. Ceci relève de pratiques intolérables, punissables, qui nuisent fortement à la confiance que les TDS peuvent avoir dans les policier-es. De plus, dans plusieurs interviews une réticence plus forte se fait remarquer de critiquer la police comparé à d'autres acteurs de violence.

J'ai déjà eu une mauvaise expérience avec la police, mais je ne veux pas le raconter, je ne veux pas parler de ça. Je ne peux pas tout dire.

Dans le cas d'incidents nécessitant une intervention policière, il est fait mention du manque d'intérêt de la police. Quelques témoignages indiquent une non-assistance à personne en danger. Arrivées tardives, inaction face à une situation en train de se produire reviennent plusieurs fois. En même temps, des cas existent bien évidemment où la police est intervenue et a fourni de l'aide, mais cela ne semble pas relever d'une normalité à laquelle les TDS puissent s'attendre. Enfin, les TDS sont bien souvent inculpés par les agent-es qui les jugent comme étant à l'origine d'un incident ; tenant des propos tels que « c'est votre faute » et que cela n'arriverait pas si la TDS « reste à la maison ».

Le problème c'est qu'on n'est pas respecté, ça c'est grave. Quand le garçon m'agressait il y avait la police qui passait, et les gens disaient « elle s'est fait agresser ». La police fait semblant, regarde à gauche à droite. Et le garçon passait à côté. Ils disaient juste « Non, non. Rentrez chez vous. ». Si tu les appelles, parfois ils arrivent vite, parfois tu dois laisser passer les choses.

Souvent ils viennent qu'une demi-heure après alors c'est trop tard. Quand on voit la police et il y a un problème, on l'appelle dans la rue (par exemple quand on voyait le groupe de jeunes qui voulait nous causer des problèmes) et ils nous ont dit « Va à la maison et tu n'auras pas de problème. »

La police est arrivée une heure après et m'a insulté. Ça ne m'intéressait pas que je me suis fait agresser. Elle a demandé mes papiers et est repartie après.

Pour plusieurs participantes, faire appel à la police nécessite de peser le pour et le contre. Ayant peur que la situation puisse se retourner contre elles, le recours à la police se fait plus rare. Pour les quelques personnes qui osent s'ouvrir à la police, la situation reste délicate à cause du contexte du quartier dans lequel les TDS se trouvent.

Une méfiance entre TDS, entre dealers et autres publics interdit informellement de se confier à la police car d'autres personnes dans le quartier surveillent les échanges avec la police. L'entourage rend inaccessible l'aide par la police et rend le dialogue encore plus compliqué dans certains cas.

Quand les tox voient que je parle avec un policier, ils vont venir me demander de quoi j'ai parlé avec le policier. Alors je me sens un peu intimidé de parler avec la police et j'essaye de garder ma distance avec la police.

Pour la plupart des TDS, porter plainte auprès de la police n'est pas envisageable. Soit elles n'en ressentent pas la nécessité, ne se sentent pas prises au sérieux, sont gênées, ou craignent d'être humiliées, parmi d'autres conséquences négatives possibles. Quelques cas singuliers de dépôt de plainte ont eu lieu au moment même, soit quand un événement plus grave s'est produit et/ou un tiers (par exemple un réceptionniste) a fait appel aux forces de l'ordre, soit quand les TDS sont à l'aise pour s'exprimer en français et/ou leur statut de séjour est en ordre. Pourtant, les témoignages révélaient qu'aucune plainte n'avait été portée a posteriori de l'incident.

Non, je n'ai jamais porté plainte, la police ira me décrédibiliser, ne pas prendre au sérieux de toute façon. S'il n'y a pas de preuves ils vont me renvoyer. J'ai peur de porter plainte.

Je n'ai jamais porté plainte. C'est gênant.

(Tu as déjà porté plainte ?) Non. Oui, une fois. Avec un client qui était très mal avec moi, il était saoul. Il me demandait de l'argent, il me demandait trop de choses, il m'a fait souffrir. Mais c'était à l'hôtel. On a réglé l'histoire à l'hôtel.

En dehors du travail du sexe, certains témoignages racontent que des agent-es de police procèdent à un contrôle en raison de l'identité trans* d'une personne, dont il est d'emblée déduit et suspecté une activité de prostitution - sans que ça ne soit le cas.



AVIS DE LA CLIENTELE



LE RACOLAGE EST INTERDIT
DEVANT HOTEL

f. Travailleur·ses sexe / prostitué·es trans*

Par rapport aux incivilités et violences entre TDS, la cohésion et les tensions ressenties varient fortement. Pour certaines, des liens d'amitié, de respect mutuel et d'entraide sont clairement présents, tandis que d'autres rapportent se retrouver plutôt seules ou totalement isolées.

Je n'ai pas de problème avec les autres filles. Parfois on se met ensemble quand il y a des gens compliqués dans la rue. Entre TDS ensemble, on se protège.

Pas de disputes, tout le monde est gentil. Le collectif trans est gentil, même les filles, avec moi elles sont gentilles. (...) Je n'ai pas vu de problèmes avec des macs.

Ah, arrêtez de me rappeler la belle époque. Tout le monde était copines, tout le monde, c'était l'amour fou entre nous. Ça va copina ? toute souriante tout ça.

Mais maintenant c'est un peu plus individuel.

Les relations interpersonnelles se construisent de manière différente, tant avec les autres TDS qu'avec les membres d'autres groupes. Au sein des relations entre les TDS, le niveau de hiérarchie et/ou l'ancienneté auquel une TDS se situe peut influencer sa sécurité perçue et le respect que d'autres TDS lui accordent. Surtout pour les primo-arrivantes, l'exposition aux violences est plus ardue. En outre, l'appartenance de groupe, par exemple par la nationalité, peut créer jusqu'à un certain degré des liens de cohésion et une concurrence vis-à-vis des groupes d'autres nationalités. Néanmoins, la nationalité et le parcours de migration ne forment pas une condition suffisante pour supposer des liens de causalité et la formation d'un groupe homogène. Alors que certaines participantes se sentent plus à l'aise en groupe, d'autres préfèrent garder leurs distances vis-à-vis des autres personnes, en ce compris les personnes du même pays d'origine que le leur.

Un autre aspect susceptible de susciter des tensions réside dans les approches divergentes concernant le travail du sexe: si certaines travaillent de manière plus sélective en matière de clients ou de prix, les seuils qui divergent d'une travailleuse à l'autre peuvent provoquer des mécontentements.

Entre nous on se parle, mais les autres... Quand elles sont agressives on l'est aussi, alors, des fois il y a des petits conflits. Et elles cassent les prix, ça mène à des problèmes et disputes.

Elles sont toutes violentes, je ne mens pas. Même moi je suis violente avec les nouvelles, je ne vais pas faire l'hypocrite. Cash en cash. La première fois que j'y suis partie, je me suis fait ramasser. Ramasser, ramasser, ramasser. Jusqu'à un moment qu'elles sont pétées, boivent, « Ah t'es ma copine maintenant ». Si tu n'es pas sa copine c'est la guerre. On n'est pas des sœurs, on est des pestes. J'ai une seule copine là-bas. Je dis « Bonjour ! Au revoir ! Comment tu vas? Ça va. » aux autres.

Non, des tensions entre nous non. Après il y a des trucs pour la place avec les nouvelles, dire aux copinas, ça c'est ma place.

Certaines savent comment intimider les autres, savent utiliser de la force ou un couteau...

Il y a des TDS qui font tout pour l'argent, cela met en danger la TDS elle-même et aussi les autres TDS, et aussi le client etc.

La détérioration du cadre de travail des TDS par des facteurs externes - tels que la répression plus intense, ou la raréfaction des clients - augmente les tensions entre TDS et la concurrence qui les oppose dans le racolage des clients. In fine, cela compromet les relations qu'elles entretiennent les unes avec les autres. Plusieurs TDS relatent un manque de respect de quelques TDS envers le voisinage et des clients. Des cas d'incivilités concernant la salubrité, les nuisances sonores, le manque de pudeur, insultes, menaces. Dans une moindre mesure, des agressions physiques et vols ont été mentionnés. Ceci concerne un nombre restreint de TDS, mais crée des désagréments parfois importants. Les TDS qui essaient de veiller à une bonne entente, à un respect mutuel tant entre TDS, qu'avec les habitant·es et les commerçant·es, se sentent dérangées par les comportements plus exubérants de certaines. Le comportement d'une minorité est projeté par les habitants et autres acteurs sur l'ensemble des TDS, qui sont associés à une image négative.

Mais aussi il y a des filles qui travaillent la qui ne sont pas très correctes. Crient, boivent, ça fait aussi une ambiance qui dérange si tu habites dans le quartier, je comprends. Mais tu n'as pas non plus le droit d'agresser, frapper. Des trans aussi. Je ne dis pas qu'on est méchants, il y en a qui sont là pour d'autre chose. Mais il y en avait d'autres qui sortaient tous les soirs, qui buvaient, criaient fort... c'est ce que je disais, on est différent, il y a un groupe comme ça et un groupe comme ça. Comment les gens te voient ils te traitent. Il y en a d'autres qui boivent beaucoup mais il ne faut pas non plus demander du respect si tu ne respectes pas les gens.

Il y a un petit groupe de 3-4 qui ne se comporte pas très bien, qui volent...

Je garde mes distances avec les TDS. Je vois quelques-unes qui boivent, gueulent, volent, agressent, font pipi,

Aux conflits internes qui agitent tant les TDS trans* que les TDS cisgenres, s'ajoutent des changements dans la répartition de l'espace entre les TDS trans* et les TDS cisgenres. Quelques participantes évoquent un mélange entre les territoires des TDS cisgenres et des TDS trans*. De tels chevauchements confrontent les TDS trans* à des comportements LGBTQI+phobes et mènent à des conflits de territorialité qui peuvent inclure des tensions avec des proxénètes. On rapporte des attaques physiques, des attaques au couteau, ainsi que des insultes et des actes d'intimidation à la fois dirigés contre les TDS trans* et contre leurs clients, en raison de leur identité de genre et/ou de leur orientation sexuelle.

Il y en a des filles qui disent aux clients « Ah tu es pd, tu rentres avec un pd ! ». Nous les trans on a plus peur. Avant les filles étaient proche de la baraque à frites, et nous dans les petites rues.

La dernière fois qu'on m'a frappé, il y a un monsieur (un client) qui parle avec moi, on va vers l'hôtel et tout et il y a une fille qui dit « Tu dragues mon père ». Mais la fille était habillée comme une prostituée. On commence à marcher et elle m'insulte, la fille me dit « Vas-y part ». Et la fille disait « C'est mon père », elle a appelé quelqu'un et il y a un mec qui vient vers moi. Il m'a mangé ma race. Il m'a déglingué. La police était venue mais je ne voulais pas porter plainte.

Si les relations de proxénétisme sont davantage visibles chez les prostituées / travailleuses du sexe cisgenres, on constate tout de même des relations du même ordre chez quelques TDS trans*. Extorsions financières, rackets, insultes, pressions psychologiques, agressions physiques et fausses accusations ont été rapportés à ce sujet. Payer pour sa place en rue, pour avoir une protection est une pratique courante. Les « copines »⁶⁶ et autres formes « d'amitiés » qui désignent tant de réelles amitiés que des relations de proxénétisme, coexistent avec les TDS trans* qui travaillent pour elles-mêmes.

Moi, il y avait des gens qui voulaient que je travaille pour eux, mais c'est hors question. J'ai quand même une autorité, je suis indépendante. On ne me domine pas. Quand tu demandes, c'est les maquereaux qui protègent. Ils disent donne-moi ça (de l'argent) et hop. Là, on m'a cassé mon téléphone. C'est rare qu'on me vole des choses, mais on me frappe souvent.

Il y a une fille, tout le monde a peur d'elle. Il y a cette chose de hiérarchie, celle-là est la plus ancienne. Si elle dit que tu dois partir, tout le monde se met à côté d'elle et dit « Tu ne travailles plus ici ! ». On doit faire ce qu'elle dit. C'est un lieu hostile, il faut garder des bonnes relations. Ça peut changer d'un moment à l'autre. Mais c'est comme ça ailleurs aussi, au bois de Boulogne, partout ...

66 Negroni, C. (2013). Parcours migratoires d'équatoriennes transsexuelles prostituées : la construction d'un autre soi. Migrations Société



g. Clients

Les clients des TDS trans* exigent souvent une plus grande discrétion. Il en découle les horaires plus tardifs auxquels les TDS trans* travaillent.

Oui, faut savoir qu'à partir de 1h, 80% sont des trans. Les clients viennent jusque 8h, parce qu'il y a des clients qui viennent avant d'aller travailler. Et il y en a qui veulent la discrétion, ils mettent le réveil à 3h pour venir nous voir. Parce qu'il y a moins de gens dehors, ils viennent en semaine vers 5-6h parce que c'est plus calme. Ils savent pourquoi ils viennent la semaine. Il n'y a pas de problèmes. C'était magnifique, on ne devrait pas se dire, je dois travailler dans les garages, je dois laisser le préservatif là. Ils ont fait perdre beaucoup de clients par fermer à 5h. La semaine c'est des gens du travail, le weekend plus les gens bourrés. Il y a des trans qui ressemble femme qui travaillent plus la journée et celle qui ressemble plus hommes qui travaillent le soir. Moi je commence à travailler à 3h, ma copine qui travaille avec moi travaille de 5h-11h, c'est plus tranquille.

Pour la discrétion je n'échange pas le numéro avec eux, rien. Ils viennent me chercher dans la rue. Et j'ai des clients fixes aussi, qui peuvent venir chez moi aussi. J'évite les clients qui peuvent causer problème.

La multiplication des règlements et sanctions, la fermeture des bars permettant la rencontre des TDS, la fermeture des hôtels à 5h, la présence d'un public consommateur ou avec un potentiel délinquant et l'image du quartier véhiculée par les médias dissuadent de plus en plus les clients de fréquenter le quartier. Ils craignent les amendes, le regard de l'entourage, d'être victimes d'intimidations ou de vols. Ultérieurement, les restrictions liées aux mesures sanitaires et l'attention politique ont encore renforcé cette raréfaction de clients.

Il s'ensuit que certaines participantes se voient de plus en plus contraintes à accepter des clients qu'elles auraient refusés dans des circonstances meilleures. De la part du client, la négociation abusive de prix et l'extorsion de l'argent après avoir effectué le service ou l'exigence de pratiques ou circonstances à risques (sans protection, dans un lieu public...) reste une pratique récurrente. Des menaces, extorsions et fausses accusations reviennent dans ce contexte. Un manque de respect est également évoqué à plusieurs reprises.

Mais on n'a pas le choix, rester à la maison, ça ne va pas. S'il y a moins de gens, il y a moins de problèmes mais aussi moins de clients. Et comme il y a des choses à la télé, il n'y a pas de clients. C'est calme.

Il y a des nuits sans client, un client, deux clients.

Ce qui s'est passé c'est que ça a commencé à se dire que c'est interdit la prostitution depuis quatre, cinq ans. A la télé. C'est terrible. Tu dois rester deux, trois heures parfois pour faire un client.

Bon, ça dépend de toi. Il y en a d'autres qui à tout prix prennent l'argent.

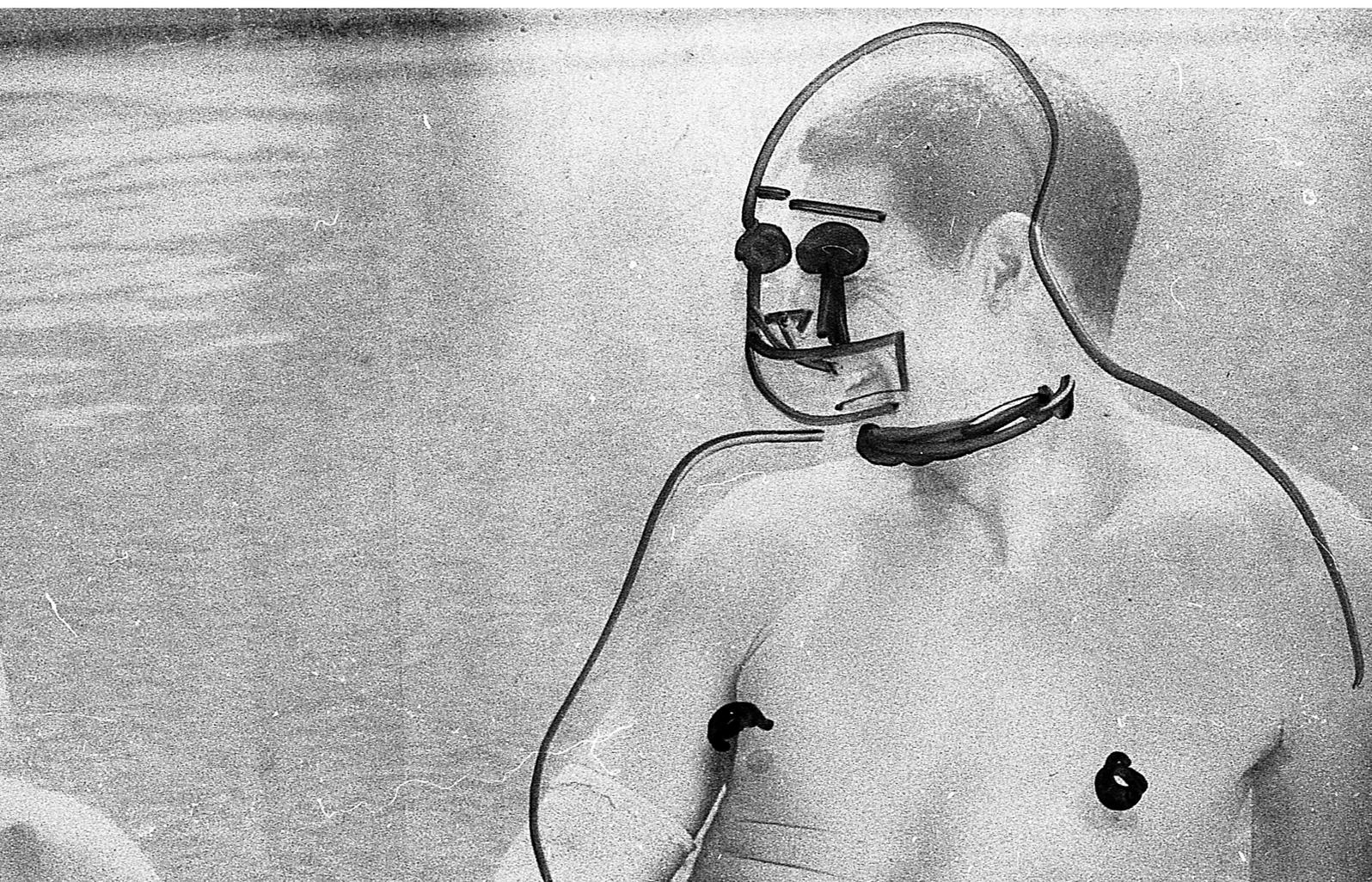
Les clients sont tous des drogués et il y en a qui prennent avec eux. Mais moi j'évite. Il y a des (très) gentils clients. Il y a des clients qui te payent pour juste parler ou faire une pipe quoi. Mais après il y en a qui vont rigoler, jeter des œufs, des Danone, je me suis fait lancer un pot de vase en fleur avec la fleur à l'intérieur. Ça ça m'a fait rire. Il m'a raté de deux secondes.

Il y a beaucoup de gens qui se droguent, qui sont problématiques, je n'aime pas ça. Je ne prends pas de drogue et je ne prends pas des clients qui ne me plaisent pas. Si ce sont des gens drogués je leur rends l'argent et ne rentre pas avec eux.

Il y a des clients qui veulent rester plus longtemps. Ou qui demandent de restituer l'argent, alors souvent je leur laisse l'argent pour ma propre sécurité.

... les discussions de sexe protégé ou non. Beaucoup de clients veulent leur argent de retour si ce c'est avec protection même si on avait fixé avant que ce sera avec protection. J'y suis allée aujourd'hui en homme. Même quand tu parles avec quelqu'un, ils sont vulgaires, méchants, pas respectueux. Il y en a un là-bas aujourd'hui qui m'avait demandé de le faire pour 5€.

Les clients nous parlent même pas, ils disent « T'es dispo ? ». Au moins s'ils disaient bonjour. Un autre me demande pourquoi je n'embrasse pas. J'ai dit ce n'était pas convenu et en plus c'est corona quand même.



Le choix du client a diminué et pour le moment je me retrouve à devoir se faire des clients qu'avant je ne faisais pas. Là je rends service à des clients qui me plaisent vraiment pas, qui payent mal.

De plus, le rejet brusque d'un client peut également être accompagné d'insultes et/ou des violences. Dire « non » n'est donc pas simple et requiert souvent des tactiques de dissimulation pour ne pas vexer le client. L'importance de bien évaluer le client est soulignée et des précautions sont prises même après avoir accepté de rendre service.

Des agressions par les clients arrivent souvent. C'est pour ça que le choix du client est important : il faut bien l'observer. Avec les nouvelles mesures, le temps d'évaluation est encore plus court, ça nous met en danger. J'ai déjà été avec des clients où j'ai senti que ça ira mal se finir, dans ces cas j'essaye de le dégager avant.

Ramener un client bizarre, c'est aussi un risque qu'elles (les autres TDS) prennent. On risque de se faire agresser, violer, voler, intimider, qu'on nous demande l'argent de retour.

Il y a des clients qui s'énervent quand tu leur dis non. Ils te disent « Mais tu te prends pour qui ? », ils commencent à te cracher dessus, là tu dois commencer à courir et rentrer chez toi.

Certains clients continuent d'être une grande source de danger pour les TDS. Cela se caractérise par des insultes, vols, destructions d'objets de valeur, menaces de divulguer l'activité prostitutionnelle de la personne, des nuisances sonores suscitant des réactions négatives de l'entourage, agressions physiques, humiliation, attouchements sexuels, viols, (...), pouvant aller jusqu'à la tentative, voir le meurtre de TDS. Certaines ont des traces, des blessures visibles, des impacts sur leur santé à long terme, des traumatismes. De manière encore plus extrême, certaines personnes circulent et abordent les TDS en faisant semblant d'être intéressées par leur service. Ces faux clients, pourvus de mauvaises intentions, exposent également fortement les TDS aux risques d'agressions variées.

Ils utilisent la force, sont saouls, veulent le faire sans protection, et menacent avec couteau. On m'a déjà laissé déshabillée au canal, toutes mes affaires ont été volées. Je suis rentrée en pleurant jusqu'à l'hôtel.

Une fois je suis rentrée avec un garçon, je savais qu'il était bourré. Il a commencé à crier, moi je suis sortie de la chambre, toute nue comme ça. (...) Mais moi je ne savais pas que le client il est comme ça. Et moi je suis restée dans le couloir jusqu'à ce que le garçon sorte de la chambre. Et il m'attendait dehors dans sa voiture, mais je suis sortie de l'autre côté du parking, je suis rentrée chez moi directement.

Oui il y a des moments plus violents, une fois un type venait me frapper avec un objet pour que je lui rende l'argent après le service, du coup je lui ai tendu le sac pour éviter des choses pires.

Moi je me suis fait agresser trois, quatre fois, j'ai dû sauter de la voiture, parce qu'il ne s'arrêtait pas, je suis sauté par la fenêtre. Il faut faire attention qui on prend chez soi, il y a des gens qui volent de l'argent, des ordinateurs,

Ces dernières années, il y a plus de situations violentes. Plus, parce qu'on ne sait plus distinguer la clientèle avec la fermeture des bars. La clientèle a changé. Oui il y en a qui passent, et touchent les seins. Et il y en a qui montrent leur zizi dans la rue. Des clients qui se branlent en vous regardant. Moi je m'énerve, je leur dis de dégager. Ça a beaucoup changé, c'est avec le bourgmestre que tout a changé.

Un client vient seul, quand il y en a plusieurs on sait qu'il y a quelque chose qui ne va pas. Une fois un homme a pointé un revolver contre moi dans la voiture, j'ai donné toutes mes affaires. Il m'a laissé au canal et j'ai dû retourner à pied. Après, quand je l'ai raconté aux filles, elles ont toutes rigolé, que ça arrive à moi aussi. Elles voient que tu pars contente, que tu vas faire de l'argent. Et elles font des blagues « Tu penses qu'il partait avec toi parce que t'étais belle ? ».

Parfois tu montes avec des clients et ils te frappent, t'agressent. Tu montes, il fait un tour puis il y a deux autres qui montent qui te frappent, frappent et puis te jettent à côté du canal, de l'autoroute... c'est pour ça que j'ai beaucoup de cicatrices.



Un jour on m'a fait rentrer dans une maison abandonnée, dans un squat. Catastrophique. Ils m'ont humilié, j'ai été rabaissé enfin bref... Il y a des choses qu'on ne sait pas expliquer. Tu vois des choses tu te dis, wow, ça existe... Je ne sais pas.

3.5. Réaction face aux incivilités et/ou violences



Il ne faut jamais tourner le dos, on doit avoir une bonne vue.
Je ne mets jamais de chaussures fermées, parce que tu dois pouvoir les enlever directement pour courir.

Je le conseille aux trans, aux filles, mettez des perruques, pour si quelqu'un veut t'attraper. Quand on te prend par les cheveux c'est toi qui tombes la première, tandis qu'avec une perruque, le client il te frappe, te prends par la perruque et regarde... (et tu gagnes du temps). Et là je dis c'est à mon tour et tu te défends. Puis tu cours.

a. Avant le travail

Avant d'aller en rue, les TDS prennent des précautions se prémunir de certains problèmes. Afin de minimiser les préjudices d'un vol par exemple, les TDS n'apportent que des copies de leurs documents d'identité, utilisent des gsm simples, et gardent les objets de valeur et l'argent ailleurs. En cas d'agression physiques, certaines témoignent de l'avantage de porter une perruque pour mieux s'échapper si une personne attrape la TDS par les cheveux. Le choix des vêtements et chaussures est également important pour plusieurs afin de pouvoir se mettre directement à courir en situation de danger. En ce qui concerne les moyens de défense, les dispositifs conformes aux lois belges sont limités pour se protéger.

Je garde mon Gsm près des seins. Le sac ne contient que du maquillage et des capotes.

Si la TDS a le choix, certaines ne vont pas travailler quand elles ne se sentent pas bien. Pour pouvoir rester attentives, plusieurs disaient de ne pas boire d'alcool pour mieux cerner l'entourage. Un état d'alerte constant est mentionné, afin de surveiller les mouvements dans la rue. De la même manière, beaucoup d'entre elles choisissent leur emplacement sur base de critères stratégiques, bien que ceux-ci diffèrent d'une personne à l'autre. Dans cette logique, certaines évitent les heures et les lieux qu'elles considèrent comme particulièrement dangereux (par exemple après 3h ou le Boulevard Albert II) ou choisissent des emplacements pour se cacher ou justement pour être visible pour tout le monde.

Je suis là toujours dans le même coin, et là il y a beaucoup de monde, beaucoup de lumière.

Et de toute façon je rentre à 3-4h. Parfois il n'y a rien et je rentre. Grand maximum 5h. Il y a des filles qui restent jusqu'à 6h, 7h, mais c'est autre chose, moi non.

Je commence à travailler à partir de 3h. Avant, il y a peu de clients et je ne veux pas que les voisins me voient. J'évite que les voisins me voient rentrer avec un client aussi pour éviter des problèmes avec des jeunes du quartier.

Beaucoup d'observations. J'ai aussi mon emplacement stratégique et je ne me mets pas trop près du trottoir pour éviter qu'on me jette des œufs, de la bière ou autre chose dessus.

Avant que le jour ne commence, je rentre. Devant les enfants, ça me gêne. Et aussi pour rentrer dans mon quartier, j'habite dans un quartier difficile, j'essaye de rentrer avant que le quartier se réveille. Je sors vers minuit, 1h normalement. A un moment je me préparais dans l'hôtel pour me maquiller, et je me changeais avant de rentrer.

En outre, les opinions divergent sur le sentiment de sécurité que cela peut apporter de travailler en groupe ou seule. En revanche, une grande majorité s'accorde sur le fait que les lieux de passage sont un facteur de contrôle social important, et facilitent la prise de contact avec les clients.

Moi je préfère rester toute seule, je dis bonjour à tout le monde, j'essaye de garder un bon rapport. Il y a des personnes en groupe qui parlent, font du bruit, mais des gens dorment. Mais je travaille près de où il y a un café, un hôtel, ... C'est important, et aussi le passage. Et que les filles soient à proximité, 30m quelque chose comme ça. Ça c'est les trois choses que je regarde quand je commence à travailler.

Je garde mes distances avec tout le monde. Je me sens plus en sécurité si je garde des distances.

Je travaille seule ou en binôme.

Entre la communauté LGBT il y a du soutien, comment je ferais sans eux. Quand il y a un problème on dit « Heh la copina », tout le monde se rassemble. Et avant quand il y avait les bars il n'y avait pas tout ça.

Plusieurs participantes affirment ne jamais ramener leurs clients chez elles. Des motifs sont entre autres que la protection y est considérée moindre que dans un hôtel. En effet, le client peut voler leurs biens, endommager volontairement l'appartement, y revenir pour exercer des menaces sur les TDS. S'ajoutent à cela les dangers auxquels les TDS s'exposent sur leur voisinage est peu tolérant vis-à-vis de la prostitution ou des personnes trans*.

Je ne ramène pas de client à ma maison. Je ne veux pas que quelqu'un m'y retrouve et menace. Ça m'est déjà arrivé dans le passé.



Non, je ne réagis pas, de toute façon on ne nous prend pas au sérieux. Quand l'ambiance tourne, je m'en vais à la maison, même si je n'ai pas encore fait d'argent. Il y a des insultes toutes les fins de semaines, mais tu ne dis rien, sinon ça devient pire. Je me mets à balader et vais ailleurs. Si je réponds, c'est pire.

Mais tu as peur aussi quand tu te défends, parce qu'après demain tu ne vas pas être à l'aise là-bas. Ils vont revenir et ce n'est pas qu'une seule personne. Ils reviennent à six, dix personnes ? Qu'est-ce que tu fais ? Ils vont te casser tout ?

b. Quand l'agression survient

La réaction face à un incident de violence dépend d'une série de circonstances, dont l'ampleur de l'incident ou le fait que l'agresseur agisse seul ou en groupe. Les réponses envisageables se distinguent en : réponse par le dialogue, défense par des moyens similaires à ceux de l'agresseur, la fuite, l'inaction (subir) ou le secours par des tierces personnes.

Le dialogue ou la défense par des moyens similaires: une réponse à l'agresseur est surtout envisageable quand l'agresseur est seul. Dans ces cas, certaines tentent de calmer l'agresseur ou de résoudre le conflit verbalement.

À côté des tentatives de calmer, quelques-unes se défendent en répondant par les mêmes moyens que ceux de l'agresseur, que ça soit verbalement ou physiquement. Ce type de réponse reste cependant un outil peu utilisé, car soit le nombre d'agresseurs ne le permet pas, soit la défense peut entraîner des conséquences à un moment ultérieur.

Quand ils sont tout seul tu sais leur parler. Si tu sais les calmer ça va mais sinon tu dois quand même partir.

Et si quelqu'un me frappe, je réponds. On ne me touche pas. Je me défends.

Inaction ou fuite : en cas d'insultes, la plupart des participantes opte de laisser passer les insultes sans montrer de réaction, font semblant de ne pas entendre et éventuellement s'éloignent un peu de. Quand les agresseurs montent en puissance dans les nuisances, ou persistent dans l'insulte, les TDS quittent les lieux. Souvent elles font un tour pour éviter l'agression et reviennent éventuellement après. Les violences plus lourdes les poussent à fuir l'endroit au plus vite. Ici, elles cherchent refuge – dans un hôtel, chez une amie, ... – ou rentrent chez elles. La situation devient particulièrement difficile dans le cas d'agressions physiques lors desquelles la fuite n'est plus possible, ou le nombre d'agresseurs trop élevé pour se défendre. Dans ces cas, leurs témoignages montrent qu'elles se voient contraintes de subir les violences. De plus, souvent ces violences doivent être subies sans aucune défense, car une défense se solderait par davantage de violence, soit immédiatement soit par des représailles ultérieures. Dans le cas des vols, certaines TDS tendent proactivement leur sac au voleur pour éviter des gestes plus graves ou violents.

Quand ils sont trois, quatre tu ne peux rien faire, tu fais comme si ce n'est pas toi à qui ils parlent. Tu pars de l'autre côté... Mais quand ce sont des groupes dangereux, tu ne dois même pas parler, tu dois déjà partir.

Il n'y a pas d'autres lieux à part les bars pour se réfugier, parfois dans des maisons des copines.

J'évite les gens qui insultent, je préfère faire semblant de ne pas les entendre. Si c'est possible, je me défends ou je me cache.

Tu ne te défends pas, tu restes en silence. Et si on te frappe, tu ne dis rien. Tu n'as même pas la force pour dire, pour expliquer quelque chose. Chaque jour c'est comme ça. C'est beaucoup, beaucoup d'histoires. Non, moi je ne peux pas frapper, parce que si je les frappe, la police va dire après que c'est moi qui fais des problèmes. J'ai peur de faire des bagarres, de frapper quelqu'un.

Si tu n'as pas le temps de partir à temps, tu dois les affronter mais sans rien dire, parce que sinon...

Quand je vois des gens qui veulent me voler, je leur tiens le sac avant qu'ils utilisent de la force. Je préfère le donner directement avant de devoir avoir un vrai conflit.

Secours : dans certains cas où la police se trouve dans les environs, des TDS essayent également de faire appel de la police. Sur le support obtenu, les avis sont mitigés. Elles obtiennent parfois de l'aide, mais à plusieurs occasions, les agent-es n'ont pas montré d'intérêt à intervenir. Il semble que l'aide de la police soit plus probable si une tierce personne (barman, réceptionniste) est présente. L'appel aux ambulances ou aux commissariat n'arrive qu'en dernier ressort.

Après je pense qu'il n'y en a pas autant que ça (des appels au SIAMU), ce ne sont pas des gens qui appellent facilement une ambulance. Quand ils demandent une ambulance, c'est parce qu'ils ne savent pas faire autrement. Et donc les faits sont fort violents. Ce n'est pas quand ils ont reçu une arme ou ont été bousculés. C'est vraiment quand il y a des coups, des armes, des choses comme ça. – SIAMU Bruxelles



Non, entre copines on s'aide, c'est tout.

On reste ensemble, en groupe pour se protéger. On commence à parler fort, crier quand on est attaqué (...). Si on est seules, on se met à courir.

Quand tu leur dis que j'appelle la police ils n'ont pas peur, parce que la police ne fait rien. Il y avait un gars qui voulait frapper et venait avec un couteau et on a appelé la police. On leur a dit par où aller et après la police le prend, mais deux trois jours après la personne revient. Avant chaque jour il était là. Il veut faire du mal, ils crient, « Eeh les pd ».

Une fois la police m'a aidé. Il y avait un client qui revenait et disait « Donne-moi mon argent, tu m'as volé mon argent ». Je ne vole personne, ça m'énerve quand on dit ça sur moi. Je suis rentré dans le café, et il voulait rentrer aussi mais j'avais une bonne relation humaine avec le monsieur à la porte. Mais il attendait à la fenêtre. Après je ne suis pas retourné une semaine parce qu'il me menaçait « Tu vas voir je te trouve toute seule ». Et parfois ils le font vraiment.

c. Après l'agression (cf. III.3.3)

Elles ont vraiment d'autres priorités. Survivre, des papiers, des choses comme ça, le logement, manger. Tout ce qui est juridique ou psychologique, ce n'est pas prioritaire à ces moments-là. (...) Souvent les gens veulent éviter des souvenirs ou des émotions. Parfois je propose un rapport médical pour témoigner, pour avoir quelque chose écrit. Mais quand je propose quelque chose comme ça, les gens me disent qu'ils ne vont rien faire avec ça, qu'ils ne vont pas porter plainte. C'est dans la nature d'un stress post-traumatique de ne pas en parler. Pour elles, - je généralise un peu - ça fait partie du quotidien, c'est normal. - Médecin Alias

Il faut aussi savoir que beaucoup de prostituées refusent de déposer plainte vu qu'ils viennent déjà des milieux où ils ont souvent souffert dans leur vie. Donc en fait ce sont des gens qui ont des résistances et de la douleur qui est énorme. Là où une personne normale aurait besoin d'un psychologue, d'une psychothérapie de cinq ou dix ans. Eux, ils vont se dire c'est un mauvais quart d'heure, j'ai passé un sale quart d'heure, mais ça ne va pas plus loin. (...) Les tenanciers d'hôtel nous appellent quand il y a un problème. - Police des Mœurs

Généralement, après une agression ce sont des ami·es ou d'autres TDS qui sont susceptibles d'aider. Certaines essayent aussi d'éviter les agresseurs par après, si ceux-ci fréquentent le quartier ; ou même d'adapter leur apparence pour éviter des vengeances.

J'ai jamais demandé de l'aide à la police, jamais déposé de plainte. S'il y a des agressions, ce sont les autres filles les plus susceptibles de m'aider. Personne ne me défend.

Après qu'on te vole, tu dois changer tout ton look.

Pourtant, la prise en charge – quelle que soit sa forme – reste limitée et loin d'être une évidence. Il faut souligner, à cet égard, la souffrance et l'impact sur la santé mentale qu'ont ces incidents multiples. Éprouver des violences, faire face à des obstacles à cause de son identité de genre et le cadre du travail du sexe, tout cela a un impact considérable sur le bien-être et se traduit entre autres, par des pensées suicidaires⁶⁷.

Dans le cas où un suivi est indispensable, certaines s'orientent vers des associations de terrain.

Quand il y a des choses graves, des viols, agressions ou attaques au couteau, on vient parfois chez Alias.

Les associations, là je peux parler.

Sans la police, Alias et les autres associations, il n'y a personne qui pense à nous.

d. L'expérience comme protection

Alors que le vécu des participantes semble marqué par une multiplicité de violences et incivilités, leurs expériences au moins aident à mieux évaluer les dangers et d'en éviter une partie. Les connaissances acquises leur permettent de diminuer les risques alors que le souvenir des agressions subies par les TDS plus récentes est encore vif.

On a appris à se battre parce qu'on a ramassé. C'est comme un enfant, il se casse la gueule par terre, il s'écorche le genou et il se dit il faut que je fasse attention la prochaine fois.

Puis au début je parlais avec n'importe qui, je pensais « Ah oui il m'aime bien, parce que je suis belle ». Il va avec moi à un angle mort, ton sac il le prend. Maintenant je suis vigilante, je connais les voleurs.

On vit beaucoup de problèmes, mais on évite beaucoup de problèmes.

Pour les clients aussi, à 18 ans je prenais n'importe qui, tu ramasses direct. Maintenant je regarde la tête.

On m'insulte au moins une fois par nuit. Mais pour le reste j'ai gagné de l'expérience, je change de trottoir, je vais dans un café quand un groupe arrive, j'essaie de me mettre de l'autre côté quand une voiture arrive. Je ne reste plus comme une conne au même endroit. Je sais déjà si les gens viennent seulement pour regarder, pour se moquer, ... on est tout le temps dans la défensive.

67 Ördek, K. (2014) Violence directed towards sex worker trans women in Turkey; Motmans, J. & Wyverkens, E. & Defreyne, J. (2018). Être une personne transgenre en Belgique. Dix ans plus tard. Bruxelles: Institut pour l'égalité des femmes et des hommes.; Motmans, J., T'Sjoen, G., & Meier, P. (2015). Gewelddervingen van transgender personen in België.



A part d'être pute, j'aime bien être une femme. Parfois quand je vois mon visage, j'ai envie de vivre ma vie comme (utilise son nom féminin). J'attends ce jour où mes papiers sont en ordre pour commencer des hormones, commencer la vie que je veux. Maintenant c'est comme si je fais du théâtre. Parfois je me sens fatiguée. Et je me vois au miroir et je me sens belle, comme une femme. Après tu enlèves le make-up et tu ne te sens pas bien. Parfois je me dis, je ne suis même pas une femme, même pas un mec.

Je ne travaille pas seulement pour l'argent, mais aussi pour le plaisir de me déguiser en femme.

3.6. Différenciation des expériences du public cible

Au sein du public cible, les violences vécues et ressenties ne sont pas uniformes. Il en va de même pour la manière dont le quartier et le travail du sexe sont perçus. Nuancer les différences – non exhaustives – permet de diversifier la perception de la sécurité, du travail et du quartier.

a. Passing

Selon une étude⁶⁸ menée auprès des personnes trans* en Belgique, les personnes pour lesquelles le passing subjectif ou la conformité à l'identité est moindre, ont tendance à être plus facilement victimes de violences. Bien que ceci n'ait pas été investigué en détail dans cette recherche, on note que le degré de conformité à l'identité de genre entraîne des violences particulières. Dans le cas des TDS trans*, tant une conformité faible qu'une conformité élevée peuvent déclencher des violences LGBTQI+phobes. Réfléchir comment et à quel point dévoiler son identité de genre se révèle donc être un exercice délicat, dont l'enjeu est pourtant capital. Il s'agit d'une part d'éviter tout quiproquo de nature à suprendre le client sur la transidentité de la TDS, car cela peut susciter des réactions violentes. D'autre part, une visibilité trop grande de leur identité trans* entraîne des risques de devenir cible de violences LGBTQI+phobes sur la voie publique par une multitude d'agresseurs.

Souvent je me prends des claques dans le visage, surtout quand la personne en face voit que je suis un homme en fait, c'est quelque chose qui arrive beaucoup.

Très très rarement ça m'arrive qu'il y a des clients qui ne reconnaissent pas en fait que je suis un homme, qui pensent rentrer à l'hôtel avec une femme. Dans ce cas, vu que la personne ne m'a même pas touché, même pas exigé ce service, je rends l'argent à la personne. Parce qu'effectivement la personne s'est trompée et que ce n'était pas ça qu'elle voulait. Alors du coup je propose au client qui a déjà loué une chambre qu'il aille vite chercher une fille.

(Lors d'une agression) Mais je crois qu'il pensait que j'étais une fille vraie, parce que sinon s'il savait que je suis trans, ça peut être pire. Parce que là, quand le garçon sait qu'on est trans, c'est terrible. Quelquefois on se fait frapper. Parce que les gens comme nous, c'est très très différent, ça n'importe pas s'il te fait mal. Ce sont plus d'insultes aussi

b. L'aspect culturel

Surtout pour les personnes trans*, l'impact de leur communauté d'origine peut induire des pressions sur ces TDS par le rejet à la fois pour leur transidentité et pour leur activité prostitutionnelle. Des tels cas ont été rapportés dans les contextes maghrébins⁶⁹ ou du Moyen-Orient – à plus forte raison quand les TDS elles-mêmes sont issues des communautés en question.

En même temps, plusieurs acteurs de contexte et les TDS eux-mêmes rapportent une situation paradoxale de ce rejet de personnes LGBTQI+ car leurs clients sont souvent issus de cette même communauté d'origine.

c. Se sentir femme

Parmi les TDS trans*, on note un rapport différent vis-à-vis du désir d'être femme. Plusieurs personnes travesties mentionnent leurs rêves de pouvoir avoir un corps qui correspond mieux à leur identité féminine. Dans ce sens, le processus de préparation, de s'habiller, de se maquiller et de se rendre à Yser est associé à une certaine joie de pouvoir correspondre temporairement à leurs idéaux. Cela éveille la fierté de se sentir femme, de se « sentir belle ». Dans ce contexte, Yser a non seulement une importance comme lieu de prostitution, mais aussi comme un lieu où elles peuvent vivre leur identité.

(A Yser) On existe, on se sent accepté, on peut travailler. Là, on nous accepte, le quartier il est comme ça, il est réputé pour ça. Les gens savent quoi chercher, des choses spéciales comme nous. Si tu pars ailleurs ce n'est pas normal, tu te fais frapper. Là ils acceptent ceux qui se prostituent, qui sont gays, Là-bas on est plus open. Là-bas il y a de tout, tout mélange et on a accepté.

Mais je pense bien du quartier, les gens nous regardent bien.

68 Motmans, J., T'Sjoen, G., & Meier, P. (2015). *Geweldervaringen van transgender personen in België*. Anvers : Steunpunt Gelijkekansenbeleid.

69 Monheim, M. (2009) *Destins de l'homosexualité masculine maghrébine*, Interview Police des Mœurs, Interview Espace P

**A
S
E
C**

d. Avoir le choix ou non

Dans le questionnaire établi par Motmans et al. (2018), des femmes trans* effectuant du travail du sexe ont indiqué différents motifs pour devenir travailleuse du sexe : la perception d'un revenu supplémentaire, l'absence d'autres possibilités ou le fait d'être acceptée telle que l'on est en tant que travailleuse du sexe.

Parmi les participantes à l'étude d'Yser, toutes ne se voient pas contraintes de la même manière à devoir effectivement travailler. La fréquence à laquelle elles exercent varie aussi : c'est un travail ponctuel pour certaines, récurrent pour d'autres. Quelques participantes indiquent de travailler parce qu'elles le souhaitent, pour le plaisir ou pour disposer de plus de liberté financière. Néanmoins, ce dernier cas de figure ne concerne qu'une petite partie des participantes. La majeure partie des personnes interrogées considère ne pas vraiment avoir le choix. C'est notamment le cas de certaines d'entre elles, qui avaient arrêté ou fait une pause, et se sont vues contraintes d'y retourner faute de revenus alternatifs pendant la crise sanitaire.

Moi je fais ça pour moi, pour mon plaisir, ou n'importe quoi. Des fois on en a besoin, des fois non.

J'avais du boulot la plupart du temps, déclaré ou pas. Mais de temps en temps j'ai eu besoin de retourner à Yser, soit pour avoir un peu d'argent pour aider la famille, soit parce que la vie est chaque fois plus chère. Mais ce n'était pas une obligation. C'était un choix parce que je voulais plus d'argent. Et ça me plaisait, cette partie, moi travestie. A cause de la Covid, c'est devenu une obligation.

Pour beaucoup, il s'agit de travailler pour répondre aux obligations financières quotidiennes, telles que le loyer et la nourriture. S'ajoute souvent à cela la famille dans le pays d'origine, qu'elles veulent soutenir financièrement.

Nous aussi nous sommes des personnes qui ont des responsabilités dans notre foyer. Nous avons des dettes à payer, nous devons payer le loyer, la nourriture, l'eau, l'électricité, et si nous ne travaillons pas, qui nous aide ? Rien n'est gratuit.

Je travaille pour ma famille et pour subvenir à mes besoins ici. Parce que je dois payer ma maison, l'électricité, l'internet. J'ai des documents pour la Belgique, mais je ne reçois aucune aide de l'État. Parfois je peux travailler un peu en coupant des cheveux des ami-es.

Ma famille n'est pas riche, j'essaie de les soutenir.

Celles qui travaillent à Yser par contrainte, précisent qu'elles préféreraient trouver un autre emploi, mais que leur statut de séjour et / ou leur identité de genre rend difficile l'accès au marché du travail. Une personne interviewée avait temporairement eu un travail où son identité de genre était tolérée. Parmi les participantes, c'étaient les personnes travesties qui avaient éventuellement accès à l'emploi, bien que plutôt en tant que personne perçue comme homme. Aucune personne trans* n'avait un emploi à l'exception d'un travail très informel. Le manque d'acceptation des personnes trans* par la société en général, et dans le cadre du travail en particulier, a été souligné. Cela rejoint une étude⁷⁰ qui indiquait qu'une femme trans* vivant ouvertement son identité de genre a des chances particulièrement faibles de trouver un travail.

Les conditions de travail en tant que TDS se caractérisent pour beaucoup par un esprit de lutte permanente et une fatigue simultanée, même si elles disent vouloir continuer de travailler « jusqu'au dernier jour ».

La prostitution de rue, j'aimerais bien arrêter.

Moi je préfère Yser que qu'on me voit comme voleur. Surtout pour nous, les étrangers, on n'a pas de choix. J'attends le jour où ça changera là-bas dans le quartier. Soit avec la police, pour laisser les filles travailler, parce qu'on n'est pas protégées. On sait que c'est interdit, mais on n'a pas le choix, qu'est-ce qu'on va faire, on meurt dans la rue ?

Ce n'est pas une vie à Yser. En plus tu ne sais pas si tu vas vivre ou si tu vas mourir. Tu dois toujours faire attention. J'ai perdu des années de ma vie là-bas. J'ai perdu ma famille à cause de Yser, à cause des drogues. Des gens qui cassent ta vie, tu fais plaisir à eux et ils ne te donnent rien. Si tu retournes à Yser, tu retournes pour mourir.

Mais tu veux faire quoi sinon ? La vie n'est pas comme ça. C'est compliqué. Je suis fatiguée.

On doit sortir tous les jours, à la guerre. Oui, on dit guerrières. On n'est pas là pour le plaisir. T'imagines qu'une société te donne du travail, moi je dis oui directement. Mais ce n'est pas le cas. Avant c'était mieux, ça a bien changé. Mais... on serait là aussi jusqu'au dernier jour.

70 Motmans, J. & Wyverkens, E. & Defreyne, J. (2018). Être une personne transgenre en Belgique. Dix ans plus tard. Bruxelles: Institut pour l'égalité des femmes et des hommes.



IV. Revendications, constats et conclusion

1. Revendications du public cible

Demandant aux participantes quelles mesures pourraient améliorer leur situation, on identifie deux tendances générales dans les réponses. Alors que certaines proposent des pistes concrètes d'actions envisageables, un deuxième groupe de participantes exprime essentiellement de l'épuisement et du désespoir face à d'éventuelles améliorations. Parmi ce deuxième groupe, les réponses sont marquées par la conviction que leur situation de travail ne changera pas, ou qu'elle changera seulement de manière défavorable. Une petite partie d'entre elles exprimait même de l'inquiétude face à l'éventualité que la présente enquête puisse empirer leur situation et s'en suivre de représailles. D'autres, au contraire, ont exprimé de l'espoir et le besoin que leur situation soit améliorée.

Amélioration ? Aucune idée. D'un côté, j'ai peur que si vous faites quelque chose pour améliorer, le résultat va être encore pire. Depuis des années, ils veulent changer le quartier. Et je vous raconte tout ça, ils vont encore réprimer, dire «Allez à la maison, rentrez, dégagez!». La police va venir. Et ils auront encore des arguments pour fermer les bars, les hôtels. Dernièrement il n'y avait plus aucun bar ou hôtel ouvert.

Mais rien ne va changer. Il n'y a plus rien, c'est plus comme avant. Je ne serais plus vivante quand ça va changer, je sais que dans quelques années je vais crever.

Enfin ce n'est pas une vie ça, c'est juste de passage tout ça. Si je finis comme ça à 50 ans je me prends une balle. J'espère que ça va changer.

Je ne me projette pas dans le futur du quartier.

Mais j'espère ne pas rester à Yser, je ne veux pas y rester. Et de toute façon, ça ne changera pas là-bas.

J'espère que l'entretien va aider à changer des choses...

Si un jour je meurs au moins je l'ai dit pour que toi, les gens, fassent quelque chose. Tu me donnes l'occasion de dire la vérité. On est en 2020, ce sont des choses qui existent depuis des années et jusqu'à maintenant rien n'a changé. Ça m'embête de plus en plus. C'est déjà une amélioration, c'est la première fois que j'en parle depuis que j'y suis. Tu dois toujours faire attention, mais le jour où je ne dois plus faire attention, ça ira bien. (...) Le chemin d'Yser est loin.

Concernant les propositions faites lors des entretiens pour améliorer leur situation, quatre revendications sont apparues :

1.1. Respect des personnes trans*

Pendant leur travail, un respect de leur genre par les passant-es, policier-es, habitant-es fait partie d'un cadre digne. De même, l'écoute et l'accessibilité de la police est souhaitée. Dans un contexte plus ample, l'acceptation et le respect de leur personne au sein de la société est important afin de pouvoir avoir accès au marché du travail et le cas échéant à des services sociaux.

Le manque de respect, les insultes, ça me dérange.

On veut que la police applique une protection égale pour tout le monde, qu'on ne reçoive pas un traitement sélectif à part.

Je suis une fille trans, mais nous sommes des êtres humains. Nous avons des sentiments, nous avons de la douleur comme tout le monde, nous avons faim comme tout le monde, nous avons des besoins comme tout le monde. Nous ne sommes pas étranges, nous sommes des personnes comme les autres. En raison d'une notion sexuelle différente, nous ne naissons pas moins. Respectez-nous comme tout le monde, même si nous sommes d'origine étrangère, des trans*. Dans notre pays, on nous traite mal. Nous sommes plus libres ici, mais on nous traite presque de la même manière que dans notre pays. D'abord parce que nous n'avions pas de papiers, mais maintenant les contrôles sont les mêmes qu'avant. Être une fille trans ne veut pas dire qu'on est du mal. Je veux que les gens prennent conscience et ne nous voient pas comme quelque chose de mauvais, nous ne sommes pas un mal. Ce qui se passe dans la rue n'est pas de notre faute. S'il y a des délinquants, des consommateurs, des sans-abris, ce n'est pas notre faute. Aidez-nous à nous protéger et à ne pas nous maltraiter.

Que les habitants soient compréhensifs, qu'ils nous traitent bien. Qu'ils nous disent quand on commet une erreur. Nous, on n'a pas décidé de travailler comme ça. Ils doivent comprendre ça. Qu'ils parlent avec nous. On est venu ici, parce qu'il y a trop de violence dans notre pays. Et quand on arrive ici et qu'il y a encore de la violence, ça fait mal...

Nous traiter mieux. Les gens, la police n'acceptent pas ce qu'on est. Si tu passes une transition, ça veut dire une transition. Il faut que les gens comprennent ça. On souffre, c'est la société qui te fait du mal. Ça aide quand la société t'accepte. Regarde, on est où ? Dans la rue. Et ça tout le monde le sait. En Amérique du Sud c'est encore plus difficile, comme les trans sont traités. Maintenant je vois qu'on a un ministre trans en Belgique, ça ne va pas beaucoup changer. Ça va prendre du temps, quand je serais vieille peut-être ça va changer.

2. Besoin d'infrastructures et de sécurité

Concernant le lieu de travail, la nécessité de disposer d'infrastructures et d'être moins exposées à la vue de tous et toutes a été mentionnée. L'ouverture des hôtels est cruciale pour disposer d'un cadre sécurisé et de conditions d'hygiène suffisantes. Les bars et les hôtels permettent d'être moins exposées pour les TDS et plus de discrétion pour les clients. Ils permettent par ailleurs de réduire la confrontation pour les riverain-es et de limiter les incivilités dans le quartier, telles que les déchets dans la rue et les nuisances sonores. Pour certaines, des vitrines ou des dispositifs similaires aideront à un cadre plus sécurisant de travail. Néanmoins, ces demandes au sujet du cadre de travail sont ambiguës : si des vitrines ou autres lieux protégés sont une amélioration pour certaines, pour d'autres cela signifierait une détérioration, car leur condition (sans papiers, conflits entre groupes, ne pas vouloir s'afficher comme TDS, discrétion des clients, ...) ne leur permettra pas l'accès au lieu ou à leur clientèle. Afin d'apporter réellement une amélioration, le seuil d'accès aux infrastructures doit tenir compte de différents enjeux. Des solutions doivent être réfléchies au-delà d'une proposition qui ne cible qu'un seul mode spécifique d'encadrement.

De plus, une amélioration de la sécurité est demandée, notamment au niveau de la présence d'agent-es de sécurité disponibles et à l'écoute de tous, en ce compris des TDS. A proximité des lieux de prostitution, la présence de ces acteurs permettrait à la fois de prévenir et d'intervenir directement en cas de conflit ou d'incivilité, tant de la part des passant-es, des clients que des TDS.

Dernièrement, l'installation d'un mobilier urbain adéquat a été évoqué, par exemple des poubelles ou des toilettes pour femmes, afin de pouvoir maintenir la propreté de l'espace public. Ceci est d'autant plus important dans un contexte où elles doivent rester dans l'espace public vu que les alternatives (hôtels, bars) sont fermées ou leur refusent l'accès.

A Anvers, les vitrines des filles et des trans sont à part. Une en face de l'autre, mais les trans ensemble et des femmes ensemble.

Moi je préférerais les vitrines ici. Tu te sens protégé, il y a de la police, des voitures de police. Tu sais qui rentre dans la vitrine. Ce n'est pas comme dans la rue où les gens viennent et te frappent.

Il faut des contrôles, parce que sinon les maladies et cetera augmentent. Il y a des personnes qui gagnent, mais d'autres qui perdent leur vie.

De la sécurité c'est tout. Je ne sais pas dire, parce que si on demande à la police, la police ne fait rien. Parfois elle nous dit de rentrer chez nous. Je ne sais pas, des vitrines... mais ça va être difficile. Oui, si j'avais la possibilité de travailler en vitrine à Anvers ou ailleurs je le ferais directement.

Une police à proximité, soit qui circule régulièrement dans le quartier ou qui y est de manière fixe, aide à créer une sécurité et du contrôle pour tout le monde qui est là.

Oui, il y a plus de préservatifs dans la rue maintenant. Plus de seringues. C'est vrai. Mais vu qu'ils ont tout fermé, les gens vont faire tout et n'importe quoi à n'importe quoi dans la rue. C'est devenu plus crade, la clientèle a changé.

3. Aide aux publics vulnérables, différenciation des publics et accompagnement

En dehors de la mise en place d'aides spécifiques pour les TDS, les participantes plaident pour une différenciation des problématiques et des publics présents à Yser. Plusieurs témoignages soulignent l'importance d'aider les (autres) publics vulnérables présents : un support pour des personnes avec des problèmes psychiques, un accueil ou un lieu adapté pour les consommateurs de drogues contribueraient à un environnement plus sûr pour tous·tes. Les incivilités associées nuisent à leur cadre de travail et l'amalgame d'être associé avec ces problèmes dérange les participantes.

En outre, il faudrait distinguer les différents besoins au sein des publics de TDS travaillant à Yser. Les priorités peuvent être très différentes et les mesures d'aide doivent tenir compte de multiples nuances : recherche de logement, parcours de sortie, régularisation du titre de séjour, prévention et réduction des risques en matière d'assuétudes, échapper à une situation de proxénétisme, ...

Premièrement, c'est important de s'occuper de manière différenciée des TDS qui y travaillent. Certaines travaillent parce qu'elles le doivent. Pour la famille, pour manger. Certaines travaillent parce qu'elles veulent. Certaines travaillent parce qu'elles consomment mais elles ont besoin d'aide. Il faut trouver des aides adaptées. Aussi pour les TDS qui veulent sortir de la prostitution.

Il faut faire une distinction entre les gens qui font du mal dans le quartier qui en souffrent. Il faut séparer les mondes. Les tox ont besoins d'aide, les clochards aussi.

4. Exemples d'autres villes

Les TDS les plus mobiles citent d'autres villes, pour donner des exemples. En Belgique, Anvers est considéré une référence par quelques participantes. Dans plusieurs pays, les TDS sont enregistrés, même sans papiers, des places sont désignées et la police est à proximité en cas de besoin. Les exemples du Drop-In au Luxembourg, et de l'abri d'urgence pour les TDS à Vancouver qui offrent un cadre d'accueil en dehors des moments de travail ont été cités par certaines participantes. Ces lieux proposent un accompagnement, permettent l'entraide et la convivialité entre TDS, offrent des soins de santé et de réduction de risque et assurent un accueil de base. Néanmoins, concernant les alternatives proposées, il est important de considérer plus soigneusement les avantages et inconvénients des exemples cités.

Moi je dis, faites comme la Suisse. Les enregistrer, même sans papier, c'est pour ton bien. Si c'était comme à Genève ce serait mieux, chacune s'enregistre, chacune a sa place il n'aura pas de bagarre. La police reste au moins à côté, un peu plus loin, mais à côté. Pas de problème.

J'ai travaillé à Sydney. La police a vu, note mon nom et m'accompagne jusqu'à la place qu'ils te désignent « Tu peux appeler les clients quand ils passent, mais tu ne fais pas de racolage ». Et c'est interdit de boire de l'alcool dans la rue. Vers 21 heures la police dépose les invendus chez nous, à boire, des pizzas, du café, Et les prostituées entre nous on s'appelait Sisters. « Sister, are you ok ? »

Au Luxembourg ils ont fait ça aussi, c'est le 'drop in'. Ils viennent te dire coucou, c'est chaleureux. Il y a des vêtements qui se prêtent, on se maquille là, on s'aide, on boit un café, on a des préservatifs. On va travailler. Eux ils ne laissent pas rentrer les tox. Une fois par mois il y a des fêtes avec de la bouffe et tout.

Regarde l'exemple du Canada, ils ont ouvert un centre ouvert 24/24 c'est magnifique. C'est à Vancouver, que pour les prostituées. C'est un genre de rendez-vous. Il y a de la sécurité, des machines à laver, tout est préparé, une cafetière, elles s'installent dans la cuisine. Ça serait mieux. Et si elles n'ont pas où dormir elles ont des cabanes de nuit.



2. Constats

On ne sait jamais ce qui va se passer,
les années passent, un jour quelqu'un est tué, ...

A travers les témoignages, une série de situations et / ou réponses reviennent à plusieurs reprises :

Traumas et tabous : parfois des expériences vécues liées à des traumas profonds sont abordées. Parfois il est mentionné que certaines expériences ne peuvent (ou ne veulent) pas être racontées car celles-ci sont trop intimes et relatent une souffrance très forte. Bien que ce ne soit pas explicite, il faut tenir compte de ce qu'on sait, sans ignorer ce qu'on ne sait pas. Des expériences plus violentes, sous entendues mais non relatées, font également partie de leur réalité.

Omniprésence des violences : « J'ai vécu tellement, mais tellement de choses », « C'est tout le temps », « C'est trop » sont des messages récurrents dans les témoignages. Submergées par la fréquence des situations de violences, le poids de celles-ci pèse au quotidien sur les participantes. La poly-victimisation exorbitante à travers des violences multiples provenant d'une variété d'agresseurs, mène à une fatigue et à un épuisement considérable.

Frustration et impuissance : surtout des questions telles que « Comment réagis-tu face à une violence ? » ont suscité irritation et frustration, incarnées notamment par la réplique « Qu'est-ce que tu veux que je fasse... ? ». Leur marge de manœuvre est douloureuse et se limite à trois options.

- **Se défendre et craindre une revanche disproportionnée** : toute défense verbale ou physique entraîne un risque de revanche. Cette revanche est souvent encore plus pénible que la première violence vécue.
- **Demander de l'aide et se laisser stigmatiser** : chercher de l'aide auprès des institutions implique un risque contre-productif. Leurs vulnérabilité(s) et la stigmatisation peuvent résulter en humiliation, non-assistance ou à ce que la situation se retourne contre elle.
- **Subir pour éviter le pire** : se taire et continuer à subir les violences constitue la troisième « option ». Souvent, c'est le chemin emprunté. « Privilégiant » la banalisation, voire la normalisation, des violences exercées à leur encontre, certaines TDS font le choix de se taire afin d'éviter toutes formes d'escalade.

Sentiment d'inaccessibilité à l'aide : émanant des témoignages, des propos tels que « personne ne te protège » reflètent que les participantes estiment être et devoir se débrouiller seules face aux problèmes qu'elles rencontrent et/ou aux situations de violences qu'elles subissent.

Banalisation du vécu : l'exposition récurrente aux incivilités et aux violences mène à ce que certaines TDS ne relatent pas ou plus les expériences vécues et qui, lorsqu'elles finissent par être verbalisées dans un cadre safe, ne manquent pas d'interpeller l'interlocuteur extérieur. Le fait que ces violences fassent partie de leur quotidien, transparaît dans les discours car c'est « normal » : normal

d'être insulté, normal d'être frappé, normal que la police ne réponde pas aux appels d'aide, normal de recevoir des objets divers sur la tête, etc.

État d'urgence vs. Répression structurelle : on constate un décalage entre la totalité des violences et incivilités vécues et celles qui sont signalées. Les circonstances ou événements qui atteignent immédiatement et de manière urgente des besoins de base (mise en danger de la santé, du logement, situation de faim, ...) sont plus facilement communiqués que d'autres traumatismes et violences vécues.

Amitiés coûteuses : alors que le proxénétisme s'exerce dans le milieu de la prostitution cisgenre, ces faits sont moins connus parmi les TDS trans*. Dans le cadre de cette recherche on retrouve diverses situations « d'amitié » : des amies qui se soutiennent, des amies qui se retrouvent entre elles pour un repas le soir, mais aussi des amies qui protègent l'autre moyennant une intervention financière ou encore qui proposent à la location une chambre ou un canapé à un prix exorbitant. Les amitiés vont donc parfois de paire avec des extorsions et autres pressions sur les TDS.

Souhait d'indépendance et mépris sociétal : tandis qu'un mépris sociétal se reflète dans les formules qui associent les TDS à la déviance ou les désignent comme des « profiteuses », plusieurs participantes se distancient explicitement de telles images. Elles ne veulent pas dépendre de l'aide sociale, refusent la petite délinquance et entament le travail du sexe comme seule possibilité de travailler et de pouvoir être indépendantes.

Accumulation de stigmates : les profils plus fragiles, qui accumulent plusieurs vulnérabilités ou stigmates (TDS, migrants, consommateurs, sans domicile fixe, ...) s'exposent à davantage de violence.

Surexposition : suite à la succession des fermetures des lieux tolérants les TDS, celles-ci se retrouvent davantage exposées dans la rue. Cela a des conséquences importantes en termes de sécurité, mais aussi en termes de visibilité par tout le monde, les habitant-es inclus-es.

Lieu de reconnaissance : en plus d'être un lieu de violence et de prostitution, le quartier Yser a une troisième signification pour plusieurs participantes. C'est un des seuls endroits où les participantes peuvent montrer leur identité. Cela s'exprime à travers des messages très contradictoires qui oscillent de « Yser, ce n'est pas une vie » jusqu'à « On est libre à Yser, je peux être qui je suis ».

Transphobie et stigmatisation du travail du sexe : la transphobie traverse leur vie dans de multiples domaines: la fuite du pays d'origine, l'obligation de travailler en tant que TDS, les violences particulières vécues motivées par leur apparence de trans* ou le fait d'être TDS,

Restrictions dans l'espace :

- **Mobilité urbaine** : se déplacer dans la ville en affichant son identité de genre ne va pas de soi. L'acceptation au quotidien dépend aussi des lieux et du contexte et a pour conséquence que certaines ne se sentent pas à l'aise de se déplacer à certains endroits.
- **Accès discriminatoire** : certains cafés appliquent une politique explicite de tri parmi leurs clients en refusant l'accès aux TDS.

Droit à l'intégrité physique : les participantes ont conscience qu'une situation qui dérape, une personne malintentionnée, peut potentiellement leur coûter la vie. Cette incertitude de retourner sans blessures, vivante, chez soi, reste une crainte qui les accompagne régulièrement.

Déshumanisation, respect et dignité : les participantes éprouvent des standards de dignité et respect différents du reste de la société qui les classe comme inférieures. Elles questionnent si elles valent moins, voire rien, car on « traite mieux les chiens ». D'ailleurs, la déshumanisation et la LGBTQI+phobie dont elles sont régulièrement la cible, conduisent certaines d'entre elles à devoir rappeler et affirmer qu'elles sont également des êtres humains.

Venir pour « trouver la paix » : si les TDS sont souvent perçues comme des déclencheurs d'incivilités ou violences, elles recherchent l'inverse. Pour la presque totalité des personnes issues de la migration, il s'agit de retrouver « la paix ». Elles veulent une vie tranquille, pouvoir exister, sans devoir craindre pour leur propre (sur)vie.



Je n'aime pas ces disputes, problèmes. Je préfère être tranquille, notre vie est déjà assez dure.

3. Pistes et conclusion

Les pistes présentées ci-dessous abordent et interrogent les mesures qui permettraient de diminuer les risques, le stress et la violence auxquels les TDS trans* sont exposés. Ces pistes rassemblent une série d'éléments mentionnés par les acteurs de contexte et, dans certains cas, par les TDS participantes. Cette synthèse n'est néanmoins qu'une première étape dans la réflexion, et chaque piste mérite d'être soigneusement évaluée et nuancée à la lumière des risques qu'elle peut entraîner et des possibilités d'amélioration qu'elle permettrait. En conséquence, les pistes dans leur brièveté ne peuvent pas refléter l'avis précis des différents acteurs mentionnés.

1. Encadrer pour sécuriser ?

Depuis des années, la demande pour une infrastructure et un encadrement adéquat persiste, portée par divers acteurs⁷¹ (Espace P, la Police des Mœurs, Transit). Cette demande reste urgente et pertinente dans un contexte où les conditions de travail se détériorent, notamment en raison de mesures qui visent à restreindre la prostitution et ne s'accompagnent pas d'alternatives. Jusqu'ici plusieurs modèles ont été évoqués, sans aboutir, par les acteurs tels que la création d'une zone P, l'implantation d'une « villa tinto » ou l'idée d'un « bar-hôtel ».

Les arguments mis en avant pour implanter ces dispositifs concernent la sécurité, puisqu'ils pourraient permettre de réduire la fréquence avec laquelle certains crimes de haine se produisent sur la voie publique, et offrir une plus grande sécurité aux TDS, à leurs clients et aux riverain-es. Certaines infrastructures permettent en outre aux TDS d'être moins exposées à la vue de toutes et tous, et offrent un cadre hygiénique qui pourrait permettre de réduire les risques de santé.

La réflexion et l'implémentation de telles structures nécessiterait l'implication des TDS et des associations de terrain. En effet, leurs connaissances sont cruciales pour comprendre quel aménagement peut réellement augmenter la sécurité des TDS. Parmi les TDS à impliquer, il faudrait s'assurer d'inclure des profils divers, afin de comprendre les contradictions que certaines implémentations peuvent entraîner.

Concernant le cadre légal de la prostitution, la décriminalisation complète de la prostitution reste nécessaire. En dehors des conséquences immédiates que les règlements communaux, les SAC et les autres mesures localement prises ont sur les conditions de travail des TDS à l'heure actuelle, ceux-ci ont des effets collatéraux néfastes.

La répression au niveau communal permet des violences interpersonnelles à l'encontre des TDS. Certains témoins indiquent à cet égard ressentir une impunité plus élevée dans les violences commises envers les TDS trans*, que dans celles commises envers le citoyen moyen.

Il est important de souligner que les solutions qui tendent à améliorer la situation des TDS grâce à des cadres mieux définis – qu'il s'agisse d'infrastructures ou de la voie légale – ne conviennent pas à la totalité des TDS, qui forment un groupe très hétérogène. Souvent, et malgré les bonnes intentions qui les sous-tendent, des conséquences négatives en découlent, au moins pour une partie des TDS.

Un risque réel existe : développer des infrastructures ou un cadre légal sécurisant pour une partie des TDS, tandis qu'une autre partie ne sera pas prise en considération, voire criminalisée par ces mesures. Au sein du public cible d'Alias, on retrouve une série de vulnérabilités et de choix personnels qui peuvent mener à ce que ces TDS soient criminalisées et mises à l'écart de telles solutions. En conséquence, celles-ci deviendraient plus invisibles encore, et la réduction de risques ainsi que la prise en charge plus précieuses. Autrement dit, leur situation risque de s'aggraver dans des telles circonstances.

⁷¹ Une ouverture à ce sujet est aussi exprimé par l'hôtel Europe et le comité Alhambra, cf. Vandencandelaere, H. (2020) Le dernier tabou - enquête sur le travail du sexe en Belgique, 180 Éditions

2. Empowerment, égalité des chances et prise en charge des violences

Sur une échelle plus ample, les témoignages montrent que la stigmatisation que les personnes trans* vivent traversent divers domaines de leur vie. Au-delà du fait que l'égalité de tous·tes relève des droits fondamentaux de chaque être humain⁷², leur reconnaissance est essentielle pour une vie auto-déterminée. Bien que la Belgique soit un des pays les plus avancés en matière d'égalité des chances pour des personnes LGBTQI+, plusieurs TDS participantes, Alias, Espace P et dans une moindre mesure, d'autres acteurs interviewés, soulignent que les discriminations restent une réalité et les obstacles restent trop nombreux⁷³. Faire valoir les droits des personnes trans* continue à nécessiter des efforts à différents niveaux, du local à l'international. Plus encore, il ne s'agit pas seulement de combattre les inégalités, mais aussi de renforcer activement les personnes trans* dans leur identité, grâce à la reconnaissance de celle-ci et à travers des mesures d'empowerment.

Par ailleurs, Transit et Alias ajoutent, qu'en dehors de l'infrastructure pour le travail de rue, d'autres supports sont nécessaires pour soutenir les TDS trans* en réponse aux problématiques rencontrées. Dans un contexte d'incivilité et de violence, la prise en charge après avoir été victime est très faible. Le décalage entre l'exposition accrue aux violences et la prise en charge faible est flagrant. Le nonaccès connaît de multiples raisons : l'absence d'infrastructure, un seuil d'accès élevé ou la discrimination au sein d'une infrastructure, la tendance des TDS à devoir se débrouiller seules.... Une attitude bienveillante, proactive envers le public cible et une attention accrue aux violences institutionnelles rencontrées lors des prises en charge consécutives à une violence subie sont autant d'éléments à prendre en compte.

3. Rééquilibrer et ouvrir le dialogue, médiation et sensibilisation spécifique des agresseurs

Auprès des autorités compétentes, l'accès au dialogue manque d'équilibre, surtout au niveau communal. Si le comité Alhambra sollicite et rencontre régulièrement les autorités communales et d'autres acteurs compétents, le dialogue avec les TDS et les associations actives auprès d'elles reste limité.

Or, un dialogue équilibré et ouvert équitablement aux différentes parties prenantes semble inévitable pour aboutir à des solutions pérennes - pour la question des infrastructures, mais de manière plus générale également. Le dialogue sera d'autant plus effectif s'il est établi de manière transversale, à différents niveaux (local, communal, régional) et inclut une large diversité d'acteurs (des TDS au politique). Bien que la création du poste de manager de la tranquillité publique ainsi que l'existence temporaire de la PICEP ait, ou ait eu, une vocation transversale, l'agenda est clairement défini et doit s'inscrire dans les missions attachées au bourgmestre de Bruxelles-Ville. Dans ce sens, un dialogue dont le résultat n'est pas d'avance biaisé par la conviction de celui qui l'initie dialogue est à favoriser. Un dialogue ouvert, qui va au-delà du pour et du contre, qui adresse la violence, puisse sensibiliser et stimuler la compréhension est proposé par plusieurs acteurs (Tropicana, Aimer Jeunes, Alias, ...).

Alors que l'agression et les pressions proviennent de multiples acteurs, dans certains cas réunir les différentes acteurs autour d'un dialogue constructif nécessiterait une remédiation de plus longue haleine dans un format adapté, et éventuellement avec un intermédiaire neutre.

Par contre, pour certains groupes d'agresseurs qui nécessiteraient d'intermédiaires, on trouve des acteurs de terrain accessibles, tels que des associations de jeunes impliquées, par exemple, dans des projets de sensibilisation. De plus, la sensibilisation des acteurs en dialogue direct avec le public cible serait souhaitable. Certains entretiens indiquent un décalage dans la perception des personnes trans*, et des incertitudes quant à la conduite à tenir avec elles et eux. Le mégenrage était encore fréquent dans les discours.

72 DUDH

73 Pour plus de détails sur les discriminations envers des personnes trans* voir aussi : Motmans, J. & Wyverkens, E. & Defreyne, J. (2018). Être une personne transgenre en Belgique. Dix ans plus tard. Bruxelles: Institut pour l'égalité des femmes et des hommes.

Conclusion

Pour entamer un pas vers une amélioration de la coexistence des différents groupes dans le quartier, les institutions de première ligne jouent donc un rôle crucial pour travailler à des solutions concrètes et immédiates ou au moins dans un futur proche. Les propositions de Transit, Alias, Tropicana et Espace P se rejoignent sur la nécessité de favoriser la prise en considération, la collaboration et le dialogue au niveau du quartier. L'inclusion de tous les publics présents à Yser dans une approche de cohésion sociale pourrait être un point de départ pour remédier aux violences subies par les TDS participantes et tendre vers davantage d'une entente mutuelle dans le quartier.

Le quartier Yser, en pleine transformation, est soumis à une multiplicité d'enjeux et héberge des publics divers. La lecture des problèmes et violences qui s'y déroulent nécessite donc une grille différenciée qui dépasse les généralisations rapides. Bien que ce rapport ne couvre pas toutes les violences vécues, il apparaît clairement que la fréquence et l'intensité des violences vécues par les TDS est particulièrement élevée et tend à s'aggraver lors de l'accumulation de stigmates. Les acteurs et formes de violences sont très diverses, mais plus nombreux envers le public cible des TDS trans*. Des violences spécifiques sont constatées, qui visent leur identité de genre et le travail du sexe. De plus, les cadres existants visant à diminuer la prostitution de rue mettent en danger le public cible et les rend encore plus vulnérables.

Cependant, la prostitution ne va pas disparaître prochainement. Elle disparaîtra encore moins du quartier tant qu'une alternative adéquate n'aura pas été mise en place. Pour diminuer les violences, il est important de réduire le stress auquel les TDS trans* sont exposées et d'instaurer un dialogue avec les acteurs concernés. Il est nécessaire de prendre en compte la situation et les violences réelles et actuelles, ainsi que de tendre vers une dignité égale, en favorisant la (dis)solution des violences plutôt que de renforcer l'exclusion des personnes vulnérables.



Bibliographie

Alias asbl (2020) Rapport d'activités 2019, Bruxelles

BPS-BPV (Bruxelles Prévention & Sécurité), Résultats de l'enquête régionale de sécurité 2018 – Sentiment d'insécurité et victimation vécus par les résidents, navetteurs et touristes en Région de Bruxelles-Capitale, Cahier 2, Bruxelles 2019

BPS-BPV (Bruxelles Prévention & Sécurité) (2015) OBPS, Rapport 2015, Bruxelles

Conseil d'État, section du contentieux administratif, Arrêt n° 248.541 du 9 octobre 2020, A. 231.915/XV-4566

Comité Alhambra (2020) <http://www.comitealhambra.be/> et <https://www.facebook.com/quartieralhambra>

De Keersmaecker, P. & Debailleul, C. (2016) Répartition géographique de la vidéosurveillance dans les lieux publics de la Région de Bruxelles-Capitale, Brussels Studies, Collection générale, n° 104

Fedorko, B. & Berredo, L. (2017) The vicious circle of violence: Trans and gender-diverse people, migration, and sex work. TGEU

Gau, J. M., Pratt, T. C. (2010). Revisiting Broken Windows Theory: Examining the Sources of the Discriminant Validity of Perceived Disorder and Crime. Journal of Criminal Justice.

Jacobs, R. (2017) La grandeur de la petite histoire du côté de la Rue de Laeken, Cahiers Bruxellois – Brusselse Cahiers, vol. xlix, no. 1, 2017, pp. 257-278.

Kirchhoffer, A. (2020) Quand la crise sanitaire devient sociale : la situation des travailleu.r.se.s du sexe, Pauvreté n° 28, Le Forum

Leroij, C., Maes, R. (2016) Études sur les nouvelles formes de prostitution, CFS asbl

Mayer, S. (2011). Construction sociale de la « prostitution » et des « prostituées » par les riverains. Déviance et Société, 1(1), 35-58

Mincke, C., Smeets, S. & Enhus, E. (2009) La sécurité à Bruxelles, Brussels Studies, Notes de synthèse

Monheim, M. (2009) Destins de l'homosexualité masculine maghrébine

Motmans, J. & Wyverkens, E. & Defreyne, J. (2018). Être une personne transgenre en Belgique. Dix ans plus tard. Bruxelles : Institut pour l'égalité des femmes et des hommes.

Motmans, J., T'Sjoen, G., & Meier, P. (2015). Geweldervaringen van transgender personen in België. Anvers : Steunpunt Gelijkekansenbeleid.

Negrone, C. (2011). Migrantes équatoriennes, transsexuelles, prostituées : une construction identitaire au-delà des normes binaires. Déviance et Société, 4(4), 459-

Negrone, C. (2013). Parcours migratoires D'équatoriennes transsexuelles prostituées : la construction d'un autre soi. Migrations Société, 1(1), 153-166.

Ördek, K. (2014) Violence directed towards sex worker trans women in Turkey, Red Umbrella Sexual Health and Human Rights Association (Kirmizi Semsiyeye)

Perspective Brussels (2020) Permis d'urbanisme 2018 et 2019 : chiffres, tendances et localisation mise en œuvre du PRAS

Van den Hazel, R., Lesger, D., Peters, T., Van Oijen, S., Gabbiam, K., Kesteloot, C. (2008) Prostitution: Bruxelles en image. Outils de réflexion pour une politique intégrale de la prostitution. Seinpost Adviesbureau, Erasmus Hogeschool Brussel, en collaboration avec KU Leuven, Arnhem/Brussel

Vandencandelaere, H. (2020) Le dernier tabou - enquête sur le travail du sexe en Belgique, 180 Éditions

Ville de Bruxelles, SJ. J. 35.026/G/SM - Règlement de lutte contre les nuisances dans le quartier Alhambra et ses alentours, Arrêté-Conseil du 27/06/2016

Ville de Bruxelles, SJ. J. 35.026/G/SM - Règlement de lutte contre les nuisances dans le quartier Alhambra et ses alentours, Arrêté – Conseil du 08/05/2017

Ville de Bruxelles, SJ 48.460/SM.- Règlement particulier relatif à la consommation d'alcool sur l'espace public, Projet d'Arrêté – Conseil du 05/10/2020

Vulbeau, A. (2013). Rupture et incivilités à l'âge sécuritaire. Connexions, p. 19-28



COLOFON

Incivilités et violences à l'égard des travailleur-ses du sexe/prostitué-es trans* dans le quartier Yser
Étude des expériences des femmes trans* dans le cadre de la prostitution de rue à Yser

Chercheuse : Ana Daniela Dresler
Documentation photographique : Jean-Loup Dabe
Comité de pilotage : Agathe Kirchhoffer, Bruno Claeys, Katia Senden, Laurent Van Hoorebeke, Alexandre Felix, Florine Merpoel, Sophie d'Aubreby

Bruxelles, Mai 2021

Avec l'appui de
Bruxelles Prévention et Sécurité



Edité par Alias asbl, 2021
© Tous droits de reproduction réservés

www.alias-bru.be
info@alias-bru.be
FB: alias.asbl





Beaucoup beaucoup de choses se passent.
C'est tous les jours, tout le temps. Il y a tellement
de choses. Je ne sais pas comment dire.
C'est trop.

Je suis fatiguée.